

UNE FRANCOPHONIE PLUS PERTINENTE

RAPPORT DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
DE LA FRANCOPHONIE • 2019-2022

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE AUTOUR DU MONDE



La Francophonie, c'est aussi :

-  Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF, Paris)
-  Agence universitaire de la Francophonie (AUF), Montréal : rectorat et siège
Paris : rectorat et services centraux
-  Paris : TV5MONDE
Québec : TV5 Québec Canada
-  #UNIVERSITÉ SENGHOR
université internationale de langue française au service du développement africain
Université Senghor (Alexandrie)
-  Association internationale des maires francophones (AIMF, Paris)
-  Conférence des ministres de l'Éducation de la Francophonie (CONFEMEN, Dakar)
-  Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (CONFESJES, Dakar)

États et gouvernements membres

- | | | | | | | |
|--------------|--------------------------|---------------------------------------|--------------------|------------|----------------------|---------|
| Albanie | Cabo Verde | Côte d'Ivoire | Grèce | Madagascar | Rép. centrafricaine | Suisse |
| Andorre | Cambodge | Djibouti | Guinée | Mali | Rép. dém. du Congo | Tchad |
| Arménie | Cameroun | Dominique | Guinée-Bissau | Maroc | Roumanie | Togo |
| Belgique | Canada | Égypte | Guinée équatoriale | Maurice | Rwanda | Tunisie |
| Bénin | Canada Nouveau-Brunswick | ex-République yougoslave de Macédoine | Haïti | Mauritanie | Sainte-Lucie | Vanuatu |
| Bulgarie | Canada Québec | Féd. Wallonie-Bruxelles | Laos | Moldavie | São Tomé-et-Principe | Vietnam |
| Burkina Faso | Comores | France | Liban | Monaco | Sénégal | |
| Burundi | Congo | Gabon | Luxembourg | Niger | Seychelles | |

États et gouvernements membres associés

- Chypre
- Émirats arabes unis
- Ghana
- Kosovo
- France – Nouvelle-Calédonie
- Qatar
- Serbie

États et gouvernements observateurs

- | | | | |
|--------------------|-----------|---------------------|-----------|
| Argentine | Géorgie | Monténégro | Thaïlande |
| Autriche | Hongrie | Mozambique | Ukraine |
| Bosnie-Herzégovine | Irlande | Pologne | Uruguay |
| Canada Ontario | Lettonie | République de Corée | |
| Costa Rica | Lituanie | Rép. dominicaine | |
| Croatie | Louisiane | Rép. tchèque | |
| Estonie | Malte | Slovaquie | |
| Gambie | Mexique | Slovénie | |

- Représentations extérieures de l'Organisation internationale de la Francophonie

Les frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'OIF.

Sommaire

PRÉFACE	3
LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE AU PLUS PRÈS DU TERRAIN	6
UNE ORGANISATION MODERNE	9
Une Organisation repensée pour l'avenir	10
Vers l'excellence opérationnelle	16
UNE ORGANISATION AU SERVICE DE PRIORITÉS STRATÉGIQUES	23
La langue française dans la diversité linguistique	24
Paix, démocratie, droits et libertés	33
Éducation et formation	41
Économie	47
Numérique	52
Développement durable	55
Jeunesse	60
Égalité entre les femmes et les hommes	63
UNE VISIBILITÉ À L'INTERNATIONAL	67
Le Cinquantenaire de la Francophonie	68
Soirées francophones « En français s'il vous plaît »	69
« Conversation francophone » et « Francophonie, le direct »	70
La Francophonie à l'Exposition universelle	73
LES ACTEURS DE LA CHARTE DE LA FRANCOPHONIE	75
ACRONYMES ET SIGLES	86

UNE FRANCOPHONIE PLUS PERTINENTE

RAPPORT DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
DE LA FRANCOPHONIE • 2019-2022



LOUISE MUSHIKIWABO
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
DE LA FRANCOPHONIE

© Cyril BALLEUL/OIF

PRÉFACE

Depuis ma prise de fonction en 2019, le monde a connu des bouleversements sans précédent qui n'ont pas épargné l'espace francophone. Un nombre croissant de nos pays traverse des situations politiques d'une grande complexité qui menacent les équilibres démocratiques. La plupart des États et gouvernements membres de la Francophonie, toujours confrontés à la crise sanitaire causée par la pandémie de covid 19, font face à des difficultés économiques et sociales inédites.

Ces circonstances sanitaires exceptionnelles ont terni, en 2020, les célébrations du Cinquantenaire de la Francophonie, tout en démontrant que le projet des Pères fondateurs, né de la conviction du pouvoir de la langue française de relier les populations les plus diverses, est d'une étonnante modernité, et, plus que jamais, d'actualité.

Même si nous avons été contraints par deux fois à reporter le XVIII^e Sommet de la Francophonie, la situation internationale n'a pas entravé le processus de profonde transformation dans lequel j'ai engagé l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), à la demande des chefs d'État et de gouvernement réunis à Erevan en octobre 2018, et ce, afin de l'inscrire résolument dans l'avenir.

Je dirais même que ce contexte semé d'embûches, plein d'incertitudes, parfois lourd de tensions, a accentué la nécessité et l'urgence des réformes, et en a d'ailleurs souvent accéléré le rythme. J'ai été confortée dans l'idée que la crise multidimensionnelle que traverse le monde exige de rénover, voire de repenser le système multilatéral.

C'est justement cette nouvelle forme de multilatéralisme que notre Organisation commune a commencé à mettre en œuvre ces dernières années. Ce rapport d'activité en témoigne. Sans prétendre à l'exhaustivité, il reflète de manière claire et fidèle les premiers résultats de la transformation dans laquelle j'ai engagé l'OIF, grâce au précieux soutien de ses États et gouvernements membres et à la mobilisation de nos équipes.

L'évolution de la gouvernance, le resserrement de l'action autour de projets phares à forte valeur ajoutée et les actions d'influence et de plaidoyer qui ont marqué mon mandat y sont mis en lumière. Ils donnent un nouveau visage à l'OIF, celui d'une organisation renouvelée, plus performante, plus pertinente, plus utile à nos populations, en particulier aux jeunes et aux femmes. En même temps, une organisation désormais plus présente sur le terrain à travers ses 13 représentations extérieures au mandat renforcé et donc plus visible sur l'échiquier mondial. En un mot, une organisation plus stratégique.

Même si nous avons été contraints par deux fois à reporter le XVIII^e Sommet de la Francophonie, la situation internationale n'a pas entravé le processus de profonde transformation dans lequel j'ai engagé l'OIF, à la demande des chefs d'État et de gouvernement réunis à Erevan en octobre 2018, et ce, afin de l'inscrire résolument dans l'avenir.



Les défis, nous les connaissons tous : l'éducation de qualité à laquelle aspire légitimement notre jeunesse, la coopération économique que l'appartenance à l'espace francophone peut et doit renforcer, la révolution numérique qui devrait pleinement profiter à toutes nos populations, le développement durable dont nous sommes redevables aux générations futures.

© OIF

La programmation de l'OIF, avec l'aval de la Conférence ministérielle réunie à Monaco en octobre 2019, a été revue en profondeur et recentrée autour des grandes priorités qui sont la raison d'être de notre organisation : la langue française dans la diversité linguistique qui caractérise nos États et gouvernements, l'action politique, la coopération pour mieux relever ensemble les grands défis du monde, dans l'esprit de solidarité des origines de la Francophonie institutionnelle.

Ces défis, nous les connaissons tous : l'éducation de qualité à laquelle aspire légitimement notre jeunesse, la coopération économique que l'appartenance à l'espace francophone peut et doit renforcer, la révolution numérique qui devrait pleinement profiter à toutes nos populations, le développement durable dont nous sommes redevables aux générations futures.

La jeunesse, que nous avons écoutée à travers une vaste consultation pour construire la Francophonie de l'avenir, est désormais au centre de l'action de l'OIF. Une action qui est aussi particulièrement attentive aux femmes : comme souvent, après avoir été les premières victimes de la crise actuelle, elles sont les actrices principales de la reprise. Nous avons créé à leur intention le fonds *La Francophonie avec Elles*, dont les trois premières éditions ont déjà bénéficié à des milliers d'entre elles.

Vous verrez dans ce rapport les premiers résultats atteints par nos projets phares, pensés au plus près des besoins des populations et pour avoir un véritable impact sur le terrain : le projet de mobilité des enseignants, la Radio Jeunesse Sahel, l'initiative sur l'état civil, ou encore les programmes de formation aux métiers du numérique, D-CLIC, et de soutien aux jeunes entreprises, Les Pionnières, qui sont déjà des déclinaisons concrètes des Stratégies économique et numérique adoptées par les Ministres de nos États et gouvernements membres en 2019 et 2020.

Vous verrez aussi comment notre action politique s'est poursuivie, notamment à travers un appui technique ciblé aux processus électoraux et aux institutions de l'État de droit, ainsi que par le traitement de certaines questions complexes comme la peine de mort ou les mariages précoces dans le format libre des « Conversations francophones ».

Vous verrez les différentes actions de médiation et d'influence que j'ai menées, dans le cadre de mes visites officielles et entretiens avec les décideurs, mes interventions en faveur de la paix devant le Conseil de sécurité des Nations unies et dans d'autres *fora*, ou encore, ma contribution au renforcement des relations entre l'Afrique et l'Europe, et au plaidoyer pour l'accès universel aux vaccins ainsi qu'en faveur de l'allègement de la dette.

En définitive, en cette fin d'année 2022, vous verrez dans ce rapport comment la Francophonie de l'avenir se conjugue déjà au présent, comment notre organisation, avec agilité, consciente de sa plus-value comme de ses limites et fière de son influence croissante, a résolument pris le chemin de la modernité, un chemin dont il reste encore à parcourir de nouvelles étapes tout aussi exaltantes.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Louise MUSHIKIWABO
Secrétaire générale de la Francophonie

LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE AU PLUS PRÈS DU TERRAIN

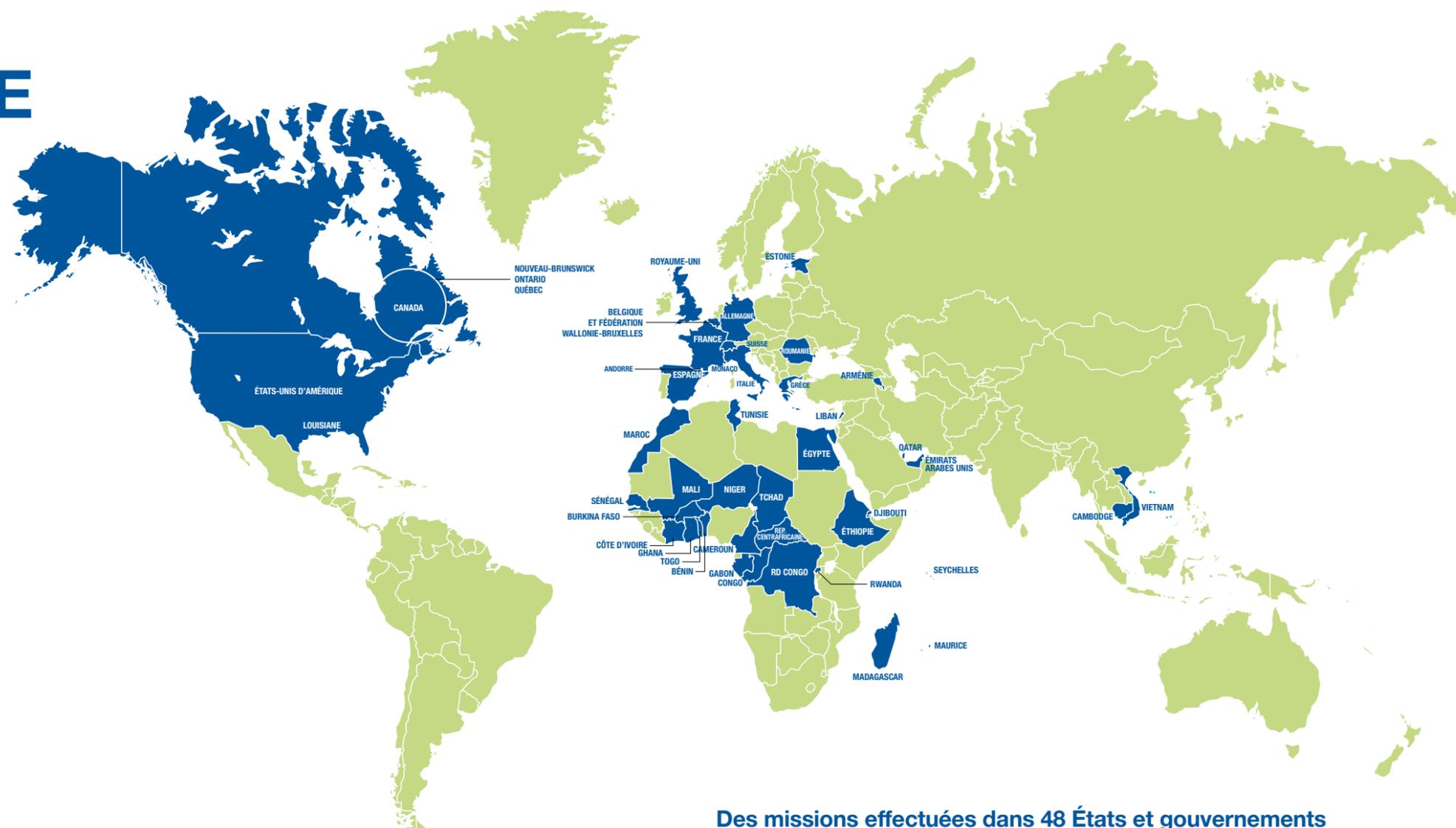
Répondant aux attentes des Chefs d'État et de gouvernement ainsi que des populations de l'espace francophone, la Secrétaire générale a effectué 94 déplacements depuis sa prise de fonction. Malgré la pandémie et les restrictions sanitaires qui ont touché la planète, elle a maintenu un rythme constant de déplacements lui permettant de rester à l'écoute des besoins des pays et de veiller à la mise en œuvre des actions de l'OIF sur le terrain, conformément à ses engagements pris au Sommet d'Erevan en 2018.

À l'occasion de ses déplacements à titre bilatéral (52 missions) ou multilatéral (42 missions), elle a entretenu un dialogue étroit avec les hautes personnalités de la sphère internationale, qu'il s'agisse des Chefs d'État et de gouvernement, des Ministres des Affaires étrangères ou des hauts responsables des organisations internationales, régionales ou sous-régionales. Sa participation aux Sommets, Conférences et *fora* internationaux a également permis de porter la voix et les plaidoyers de la Francophonie (Assemblée générale de l'ONU), Sommet UA, Sommet UE-UA, Sommet CEDEAO, Sommet CEEAC, Sommet G5 Sahel, Sommet sur les économies africaines, Conseil des droits de l'Homme, Initiative COVAX, Réunion du réseau des ministres du numérique, Conférence de Munich sur la sécurité, Exposition universelle de 2020 à Dubaï, Forum Génération égalité, Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, Forum de Paris sur la Paix, Forum mondial Normandie pour la paix...).

36 visites officielles et 58 visites de travail :

2019	25 missions, dont 15 officielles et 10 de travail
2020	17 missions, dont 7 officielles et 10 de travail
2021	30 missions, dont 6 officielles et 24 de travail
2022	22 missions, dont 8 officielles et 14 de travail

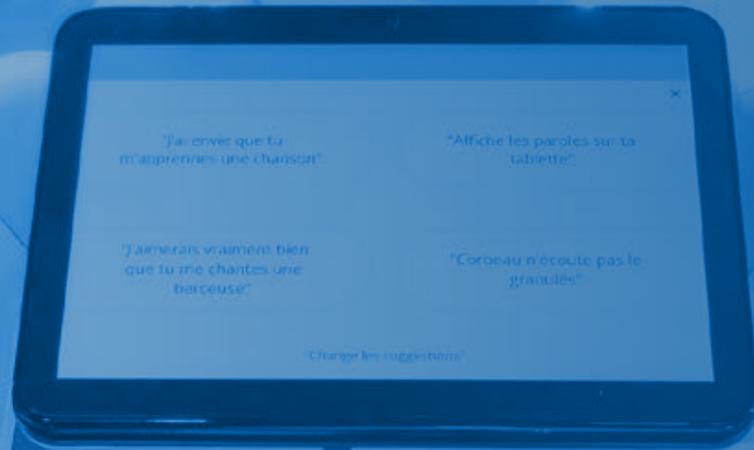
Ces missions se sont déroulées sur chacun des cinq continents où la Secrétaire générale a rencontré les acteurs nationaux et partenaires de l'OIF.



Des missions effectuées dans 48 États et gouvernements

- République fédérale d'Allemagne
- États-Unis d'Amérique
- Principauté d'Andorre
- République d'Arménie
- Royaume de Belgique
- République du Bénin
- Burkina Faso
- Royaume du Cambodge
- République du Cameroun
- Canada
- Canada / Nouveau-Brunswick
- Canada / Ontario
- Canada / Québec
- République centrafricaine
- République du Congo
- République démocratique du Congo
- République de Côte d'Ivoire
- République de Djibouti
- Émirats arabes unis
- République arabe d'Égypte
- Royaume d'Espagne
- République d'Estonie
- République démocratique fédérale d'Éthiopie
- République française
- République gabonaise
- République du Ghana
- République hellénique
- République italienne
- République libanaise
- État de la Louisiane
- République de Madagascar
- République du Mali
- Royaume du Maroc
- République de Maurice
- Principauté de Monaco
- République du Niger
- État du Qatar
- Roumanie
- Royaume-Uni
- République du Rwanda
- République du Sénégal
- République des Seychelles
- Confédération suisse
- République du Tchad
- République togolaise
- République tunisienne
- République socialiste du Vietnam
- Fédération Wallonie-Bruxelles

UNE ORGANISATION MODERNE



UNE ORGANISATION REPENSAÉE POUR L'AVENIR

Faisant suite au XVII^e Sommet de la Francophonie (Erevan, octobre 2018), au cours duquel l'avenir de la Francophonie a été abordé par les Chefs d'État et de gouvernement, notamment leur volonté de moderniser l'OIF, la Secrétaire générale a mis en place un Groupe de réflexion Orientations et gouvernance qui rassemble les États et gouvernements ainsi que les acteurs de la Charte de la Francophonie.

LES CONSTATS PARTAGÉS DÉBUT 2019

- À l'aune de ses 50 ans d'existence, il était opportun pour l'OIF de faire le bilan et de dresser une nouvelle feuille de route pour les prochaines années
- Le mode de fonctionnement de l'OIF, parfois lourd et complexe, gagnait à être simplifié pour une meilleure agilité
- Les évolutions sur la scène internationale induisent une nécessité d'adapter les orientations de la Francophonie, sans remettre en cause son identité et sa spécificité
- La pertinence et l'utilité de l'OIF doivent être au cœur de son action au service des populations de l'espace francophone
- La Francophonie doit être influente et visible pour être un acteur de poids sur la scène internationale

La Secrétaire générale a organisé et présidé 15 réunions de ce groupe de réflexion entre mai 2019 et juin 2022, avec les objectifs suivants :

- Mener les changements nécessaires au bon fonctionnement des instances de la Francophonie ;
- Déterminer l'identité, les priorités et les valeurs de la Francophonie, afin d'en dégager la valeur ajoutée ;
- Définir des critères pertinents et consensuels pour l'adhésion à l'OIF ainsi que pour les différents statuts des membres ;
- Harmoniser les différentes structures de l'OIF dans un esprit de cohérence et de rationalisation ;
- Bâtir l'influence de la Francophonie sur la scène internationale.



À Monaco, en 2019, la Conférence ministérielle décide, notamment, de rénover le format du Sommet et encourage la Secrétaire générale à poursuivre la transformation de l'Organisation

LA MODERNISATION DES INSTANCES

Dans l'optique de faciliter tant le travail des États et des gouvernements que celui du secrétariat de l'OIF sur les propositions de la Secrétaire générale, les instances de la Francophonie ont ainsi décidé de :

- L'abrogation de la pratique des prises en charge financières des délégués par l'OIF lors des instances de la Francophonie, tout en soulignant la solidarité nécessaire envers les membres qui connaissent des difficultés ponctuelles ;
- Des délais précis pour la communication des documents et l'approbation des recommandations ;
- La modification de l'ordonnancement du Conseil permanent de la Francophonie (CPF) et de la Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) ;
- La rationalisation des instances pour plus de subsidiarité et d'échanges directs ;
- L'introduction d'une séance thématique à huis clos à la CMF pour renforcer son rôle politique dans les années « sans Sommet » ;
- La suppression des rapports détaillés des commissions du CPF, à l'exception de ceux de la Commission politique ;

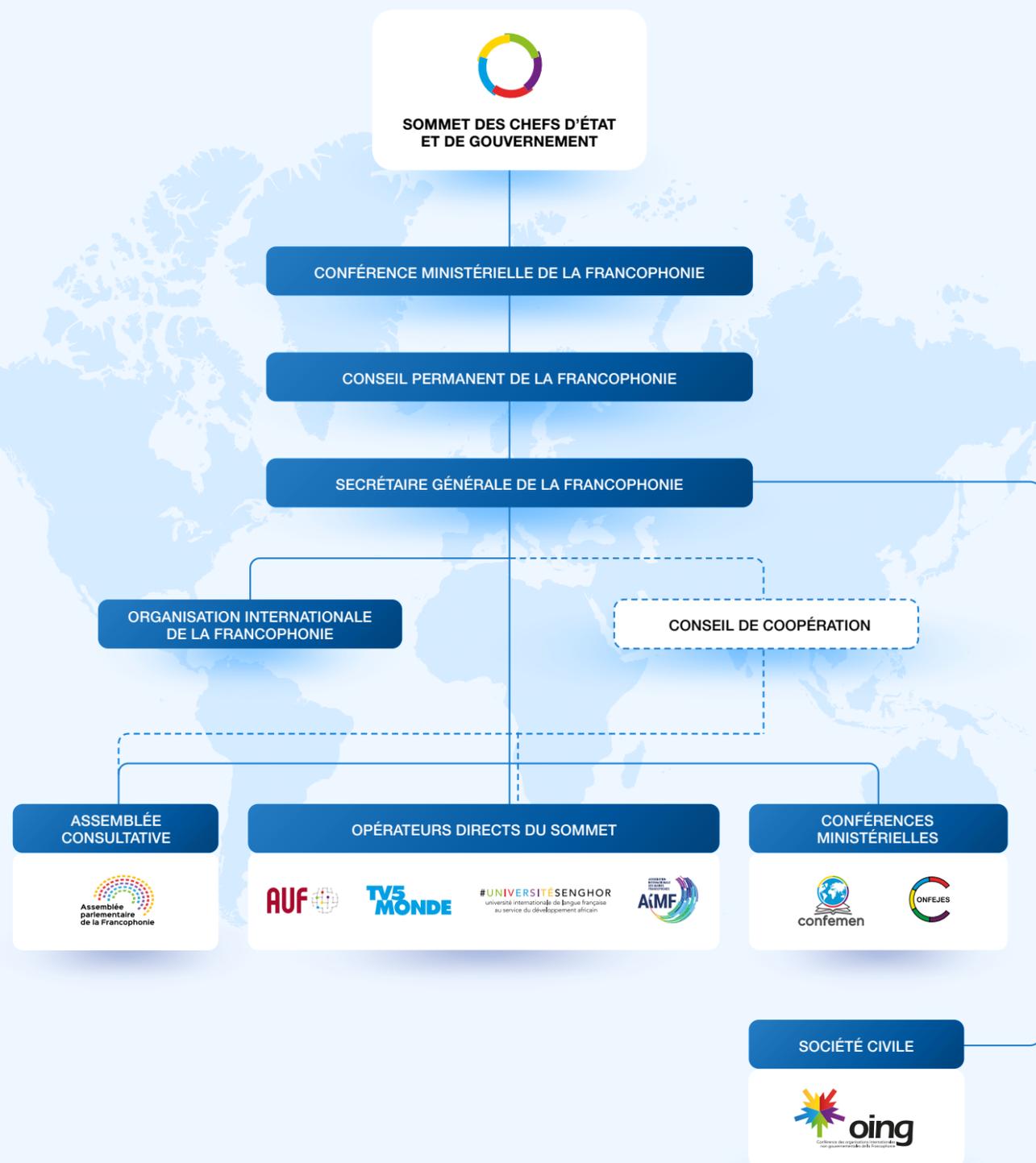
- La modification des ordres du jour des réunions avec l'introduction d'une thématique principale pour les sessions permettant de favoriser l'interactivité.

S'agissant du Sommet de la Francophonie, afin de le rendre plus attractif, d'une part et de s'assurer de la participation équivalente aux travaux pour tous les Chefs d'État et de gouvernement, d'autre part :

- La cérémonie d'ouverture a été rationalisée en limitant les prises de parole à la présidence sortante du Sommet, à la présidence du pays hôte du Sommet ainsi qu'au ou à la Secrétaire général(e) de la Francophonie ;
- L'ordre du jour a été modernisé avec des séances de travail thématiques interactives et deux huis clos.

Par ailleurs, dans le même esprit de cohérence et de rationalisation au sein de la Francophonie, les statuts de la Conférence des OING ainsi que ceux du CIJF ont été modifiés, notamment pour assurer une meilleure gouvernance, au service de la transparence, de la crédibilité et de l'efficacité.

LA FRANCOPHONIE INSTITUTIONNELLE



LE RÈGLEMENT UNIQUE

Les textes réglementant les instances de la Francophonie étaient antérieurs à l'adoption de la Charte de la Francophonie, et contenaient beaucoup de dispositions obsolètes. Un travail de simplification, de rationalisation et d'uniformisation a été mené, afin de mettre un terme aux confusions et aux redondances dans un règlement commun aux trois instances principales : le Sommet, la CMF et le CPF.

Ce règlement unique, adopté par la CMF le 16 mars 2022 et entré en vigueur à l'issue de celle-ci, permet à l'OIF de se reposer désormais sur un cadre normatif renouvelé dans un esprit de lisibilité et de prédictibilité. Ce texte introduit en outre :

- La procédure pour l'élection du ou de la Secrétaire général(e) en indiquant notamment les délais, les critères d'éligibilité ainsi que le schéma procédural à suivre ;

- La procédure de vote à scrutin secret ;
- La notion de circonstances exceptionnelles ayant un impact sur le bon fonctionnement des instances ;
- La possibilité d'une procédure écrite pour l'adoption des déclarations, des résolutions et des décisions.

L'IDENTITÉ ET LES PRIORITÉS

Tout en demeurant fidèle à la Charte de la Francophonie, notamment dans le respect de la diversité culturelle et linguistique, de la solidarité et des valeurs universelles, la Francophonie a valorisé ses acquis et recentré ses actions autour de ses priorités, opérations qui se sont avérées indispensables pour préserver sa spécificité.

Trois priorités stratégiques



La langue française



La gouvernance démocratique



La coopération sur les enjeux stratégiques que sont notamment l'éducation, l'économie, le numérique, le développement durable et l'égalité femmes-hommes

Avec une attention particulière pour les jeunes et les femmes

LES ADHÉSIONS

Afin de préserver la cohérence et l'unité de la Francophonie, une réflexion sur les adhésions était indispensable. Pour mener ce travail en toute sérénité, une pause dans les adhésions a été décidée par le CPF de juillet 2019.

Un nouveau règlement relatif à la procédure d'adhésion ou de modification de statut d'un État ou d'un gouvernement auprès de l'OIF, se substituant à tous les textes antérieurs

relatifs aux adhésions et les harmonisant, a été proposé avec un formulaire type pour les demandes d'adhésion et un autre pour les demandes de modification de statut.

Une réflexion sur la pertinence des différents statuts et sur les droits y afférents a été introduite et doit se poursuivre en cohérence avec les orientations décidées lors du Sommet de Djerba.

LA FRANCOPHONIE D'INFLUENCE : LA LABELLISATION

L'influence de la Francophonie sur la scène internationale est un défi majeur dans un monde multilatéral qui évolue sans cesse et dans lequel les acteurs multilatéraux se multiplient.

Cette influence passe par la capacité pour la Francophonie à parler d'une seule voix sur la scène internationale. Elle passe également par la promotion d'institutions et de projets qui soutiennent les actions de la Francophonie institutionnelle, en veillant à leur conformité avec la Charte et le Cadre stratégique de la Francophonie.

Cette dernière démarche, qui a pour objet de donner du poids aux actions de la Francophonie dans le monde, s'inscrit dans une logique

de labellisation, notamment pour garantir une origine et un niveau de qualité. Elle nécessite le renforcement des droits de propriété intellectuelle sur le signe distinctif « La Francophonie » et l'élaboration d'une véritable stratégie de valorisation de la marque « La Francophonie », afin d'asseoir sa singularité et sa renommée.

L'OIF a ainsi procédé au dépôt de quatre marques en France et dans plusieurs pays de l'espace francophone, prélude à la construction d'un label spécifique.



LE CADRE STRATÉGIQUE DE LA FRANCOPHONIE

Prenant acte de la valorisation des acquis de la Francophonie ainsi que du recentrage de ses priorités d'une part, mais aussi de la programmation resserrée de l'OIF, le Cadre stratégique 2023-2030 se doit de s'inscrire dans ces perspectives.

Palliant les carences et les limites des précédents, le nouveau Cadre stratégique proposé est plus lisible, plus opérationnel et plus flexible, afin de s'adapter aux nouveaux défis et aux mutations profondes dans les environnements nationaux, régionaux et internationaux.

Il se concentre autour de certains objectifs, afin d'avoir un impact dans l'espace francophone et des résultats concrets sur les populations, et en particulier la jeunesse.

Il favorise l'action partenariale, la complémentarité entre les acteurs de la Charte, mais aussi la décentralisation pour un meilleur impact sur le terrain.

LES CONTRIBUTIONS STATUTAIRES

Il est important que les États et les gouvernements investissent et s'investissent dans l'OIF. Dans le cadre des chantiers de la transformation, la réforme du barème des contributions statutaires constitue un enjeu prioritaire, puisqu'elle a un impact direct sur le fonctionnement et l'action de l'Organisation.

Il y a une double perspective : d'une part, asseoir le barème de contributions statutaires sur un mode de calcul clair, homogène et transparent, afin de rendre son application plus simple et plus facile tout comme sa mise à jour, et, d'autre part, ajuster ce calcul, afin de s'assurer d'une participation équitable et proportionnée de tous les États et gouvernements membres au financement de l'OIF, tout en prévoyant des mécanismes en cas de difficultés financières ponctuelles d'un État ou d'un gouvernement.

Corrélativement, l'OIF doit également se doter d'un régime de sanctions progressives en cas de non-paiement.

Compte tenu des conséquences financières de ce nouveau régime de calcul des contributions statutaires pour les États et les gouvernements, il fera l'objet de nouvelles discussions après le Sommet de 2022.

VERS L'EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE

Les Chefs d'État et de gouvernement à Erevan (2018) et les Ministres chargés de la Francophonie à Monaco (2019) ont donné le mandat à la Secrétaire générale de réformer l'OIF en profondeur pour la rendre plus efficace, plus agile, mieux concentrée sur sa valeur ajoutée, et ainsi plus visible.

Pour répondre à cette ambition, elle s'est appuyée sur les constats et les recommandations de différents audits : audit organisationnel réalisé par un cabinet spécialisé indépendant, audits externes menés par la Cour des comptes du Maroc (en sa qualité d'auditeur externe de l'OIF depuis 2015), évaluations internes, revue des capacités en suivi/évaluation, etc.



PRINCIPAUX CONSTATS ISSUS DE L'AUDIT ORGANISATIONNEL

- Un budget limité, un large périmètre de missions et un vaste terrain géographique, ce qui minimise l'impact et la visibilité des actions de l'OIF
- Un poids significatif du budget de fonctionnement comparé à celui de la programmation
- Des pratiques de management et un déficit de tableaux de bord qui ne favorisent pas le pilotage de l'action et le suivi de la performance
- Des unités hors siège nécessitant une clarification de leurs modèles et davantage de supervision, notamment avec la mise en œuvre de la programmation et de la gestion financière
- Une maîtrise des risques insuffisante
- Des processus lourds et chronophages avec des tâches sans valeur ajoutée
- L'absence de stratégie et de politiques de ressources humaines et des processus lourds
- Des systèmes d'information inadéquats, voire critiques, qui ne favorisent pas l'efficacité et l'agilité souhaitées

Les conclusions de l'audit organisationnel ont été présentées aux instances au premier trimestre 2020 ainsi que les réponses de l'OIF, qui poursuivent quatre objectifs principaux :

- Une programmation plus stratégique et recentrée avec plus d'impact pour les populations francophones, et attractive pour d'autres bailleurs ;
- Un réseau de représentations extérieures ancré dans le monde et aligné sur les stratégies de l'OIF ;
- Des processus et des systèmes d'information qui contribuent à l'efficacité et à une meilleure agilité ;
- Un personnel compétent, engagé et une organisation qui attire les talents.

La mise en œuvre de la transformation répond à ces quatre objectifs. Pour ce faire, sept chantiers avec des livrables précis ont été identifiés, avec un calendrier d'exécution des personnes responsables. Ce travail s'est fait de manière intégrée, inclusive et participative, afin que chacun des agents de l'OIF soit un acteur de ce changement.

La crise sanitaire de la covid 19 a amené l'OIF à accélérer sa transformation, notamment numérique.

Les résultats des réformes engagées sont aujourd'hui tangibles et laissent désormais place à une pleine appropriation des nouveaux outils et processus par toutes les équipes. La transformation, en effet, n'est pas une fin en soi, mais une vision stratégique nouvelle et structurante, devant permettre à l'OIF d'atteindre l'excellence opérationnelle.

UNE PROGRAMMATION PLUS STRATÉGIQUE, AVEC PLUS D'IMPACT, ACCOMPAGNÉE D'UN SUIVI ET D'UNE ASSISE BUDGÉTAIRE PLUS SOLIDES

Afin que l'OIF soit plus ambitieuse et perçue comme une organisation qui apporte des réponses adaptées aux nouveaux enjeux et défis de l'espace francophone, de nombreux projets et activités avec peu d'impact et devenus obsolètes ont été abandonnés ou évalués.

La programmation a ainsi été totalement repensée pour qu'elle puisse répondre véritablement aux objectifs stratégiques. Il a ainsi fallu passer d'un modèle en silo vers une structure de projets plus transversaux, visant prioritairement les jeunes et les femmes, mieux ciblés sur des régions prioritaires de l'espace francophone. Finalement, la programmation a été recentrée autour de 25 projets phares, présentés dans ce rapport.

Ces changements programmatiques doivent aussi nécessairement s'accompagner d'un renforcement de l'assise budgétaire de l'OIF, devenue fragile au fil du temps en raison de la baisse continue des contributions et de l'accumulation d'arriérés. La transformation doit ainsi permettre de voir émerger une organisation plus forte, et donc dotée de plus grands moyens pour agir.

Dans un souci de transparence, l'OIF a souhaité partager avec ses États et gouvernements une présentation budgétaire plus précise et conforme aux normes internationales en vigueur. Pour l'année 2022, elle a été en mesure de proposer un budget à coût constant — sans indexation des contributions statutaires.

Pour renforcer l'assise budgétaire de l'OIF, une réflexion est en cours sur la révision des barèmes des contributions statutaires des États et gouvernements (voir partie « Une Organisation moderne / les contributions statutaires »). Concernant les arriérés de contribution, grâce aux plaidoyers politiques menés, ceux-ci ont diminué depuis 2019, passant de 7,9 millions d'euros à 5,9 millions d'euros en septembre 2022.

DÉPLOIEMENT D'UN VÉRITABLE RÉSEAU EXTÉRIEUR POUR UN MEILLEUR ANCRAGE DANS LE MONDE

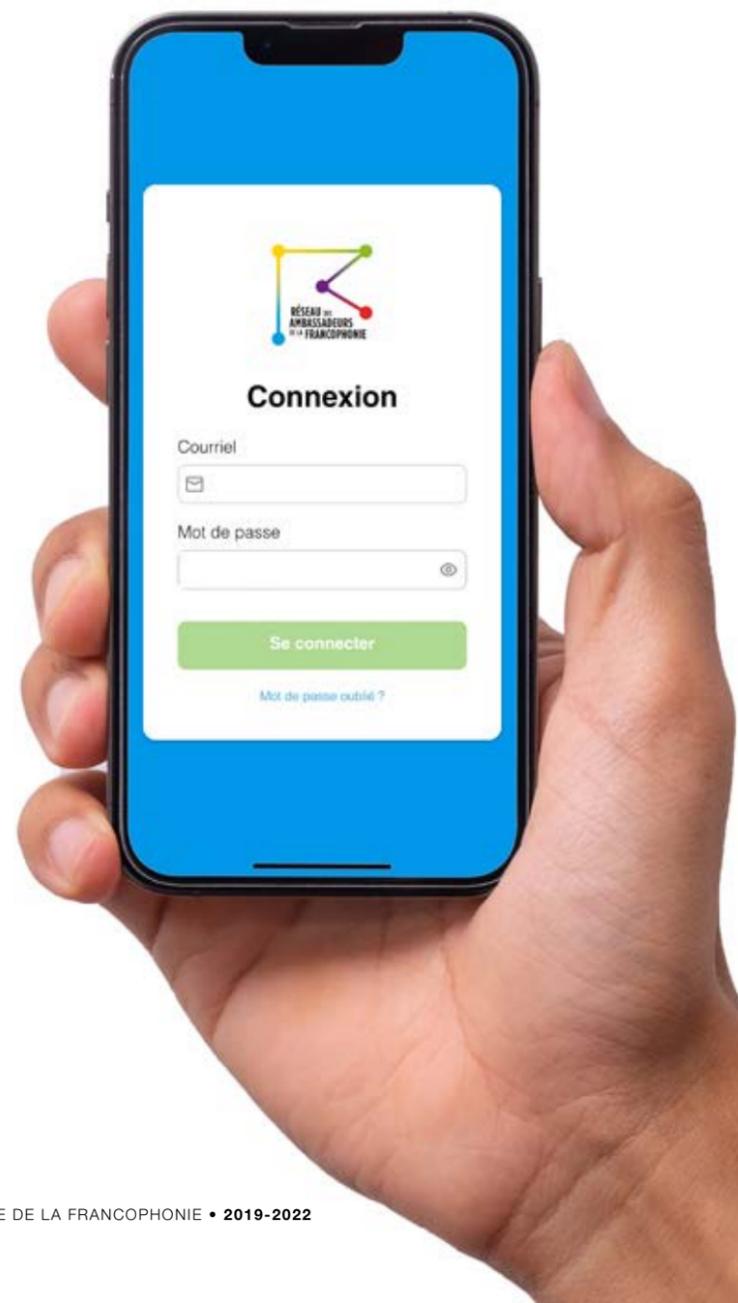
La réforme engagée a également permis de disposer d'un réseau extérieur — représentations — plus influent, dont la dimension politique et diplomatique se trouve réaffirmée, grâce, notamment, à des chefs de poste renouvelés et mobilisés autour des plaidoyers, en lien avec les enjeux et priorités de l'OIF sur la scène internationale.

Le réseau extérieur a ainsi été restructuré et élargi pour renforcer la présence de l'organisation dans l'écosystème multilatéral, optimiser son ancrage territorial et veiller à un rééquilibrage de son rayonnement dans diverses régions du monde.

Pour accompagner le travail des représentations de l'OIF, une application mobile destinée aux groupes d'ambassadeurs francophones (GAF) a été créée. Cette application est un outil moderne, simple et interactif qui permet de fédérer la communauté diplomatique francophone et de rapprocher les GAF, afin de soutenir la coopération au quotidien.

En 2022, deux nouvelles représentations ont été ouvertes à Beyrouth (pour le Moyen-Orient), et à Québec (pour les Amériques). Grâce à cette extension, l'OIF couvre désormais toutes les régions du monde et la quasi-totalité des États et gouvernements membres de la Francophonie.

Enfin, la sécurité des implantations et des agents de l'OIF dans le monde étant une priorité, un audit sur la sécurité des personnes et des installations a été réalisé. Un plan de mise en œuvre des recommandations est déployé en 2022 et sur les prochaines années.



EFFICACITÉ DU CADRE NORMATIF ADMINISTRATIF, AUDIT INTERNE ET TRANSPARENCE

Outre les réformes engagées sur la programmation, le budget et le réseau extérieur, l'OIF devait parallèlement revoir les règles et les normes qui régissent son fonctionnement. Plusieurs directives ont ainsi été révisées, permettant une mise en cohérence et une simplification de la gestion administrative et financière, ainsi qu'une dématérialisation progressive des procédures, afin de tenir compte de l'impact environnemental.

Concernant la gouvernance interne, le règlement financier, pierre angulaire de la gestion, a fait l'objet d'une importante refonte approuvée par les instances fin 2020 ayant permis, dès le 1^{er} janvier 2021, de :

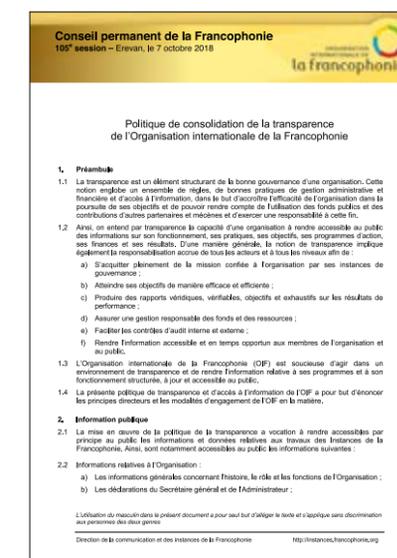
- Simplifier les règles, afin de favoriser l'efficacité et la performance ;
- Renforcer la responsabilisation et l'imputabilité à tous les niveaux de l'organisation ;
- Créer une nouvelle section sur la reddition de comptes auprès des instances de la Francophonie et du public.

L'incarnation de l'amélioration des processus de gestion et de planification de l'OIF se retrouve dans le nouveau progiciel de gestion intégrée (PGI) qui permet, depuis février 2022, à chaque niveau de responsabilités de l'organisation, de disposer d'un outil de gestion, de suivi et d'aide à la reddition et à la décision.



L'OIF a renforcé la maîtrise des risques et fait du dispositif de contrôle interne un moteur de l'amélioration continue. La direction de l'audit interne a été renforcée et dotée d'un cadre plus performant, permettant une véritable culture de l'audit interne et de gestion des risques au sein de notre organisation, qui faisait défaut depuis plusieurs années.

À la suite de l'adoption, en 2018, d'une politique de consolidation de la transparence, l'OIF a poursuivi sa mise en œuvre en permettant l'accès sur son site internet à plus de 300 documents. Une comparaison effectuée avec les autres organisations internationales, comme l'ONU, l'UNESCO ou l'OCDE, permet d'affirmer que l'OIF est aujourd'hui à l'avant-garde en termes de transparence de son fonctionnement. L'OIF s'est également dotée d'un règlement relatif à l'accès à l'information inspiré des meilleures pratiques en la matière. Désormais, cette démarche de transparence s'intègre donc durablement dans les pratiques administratives.



Enfin, l'OIF s'est engagée à la CMF de Monaco (2019) à devenir exemplaire en matière de développement durable pour répondre aux enjeux de responsabilité morale et environnementale. Pour ce faire, un plan d'action sur le développement durable de l'OIF 2023-2030 a été formalisé. Sa mise en œuvre se poursuit de manière intégrée, inclusive et participative.

UN PERSONNEL ENGAGÉ ET UNE ORGANISATION ATTIRANT LES TALENTS

La modernisation des ressources humaines est prioritaire pour l'Organisation, afin d'attirer les talents et un personnel qualifié, diversifié et motivé.

Pour cela, l'OIF s'est dotée d'une stratégie et d'un plan d'organisation, afin de rationaliser la répartition des emplois et cibler les recrutements au bénéfice des programmes.

À présent, plus de la moitié de l'effectif (58 %) est constituée de personnels dédiés à la mise en œuvre des projets et à l'analyse, cœur de métier de l'OIF. Afin de soutenir la mise en œuvre des projets phares, des « équipes projet » ainsi que des « pôles » thématiques ont été constitués, pour mieux structurer le travail et favoriser la cohésion.

En conséquence, le nombre de postes administratifs et de soutien — dont les fonctions avaient perdu en valeur ajoutée — a diminué, au profit des agents professionnels, tant au siège que dans les représentations extérieures.

Les processus de recrutement ont quant à eux été améliorés, aux fins de transparence, d'efficacité et de renouvellement des effectifs.

Ces changements ont permis de favoriser la parité ; fin 2021, 52 % du personnel de direction était féminin, et, à ce jour, 56 % de l'effectif total de l'OIF est composé de femmes.

Ce renouvellement du personnel a aussi entraîné une augmentation des nationalités représentées (38), ainsi qu'une légère baisse de l'âge moyen des agents (47 ans), en vue de favoriser à terme la jeunesse.

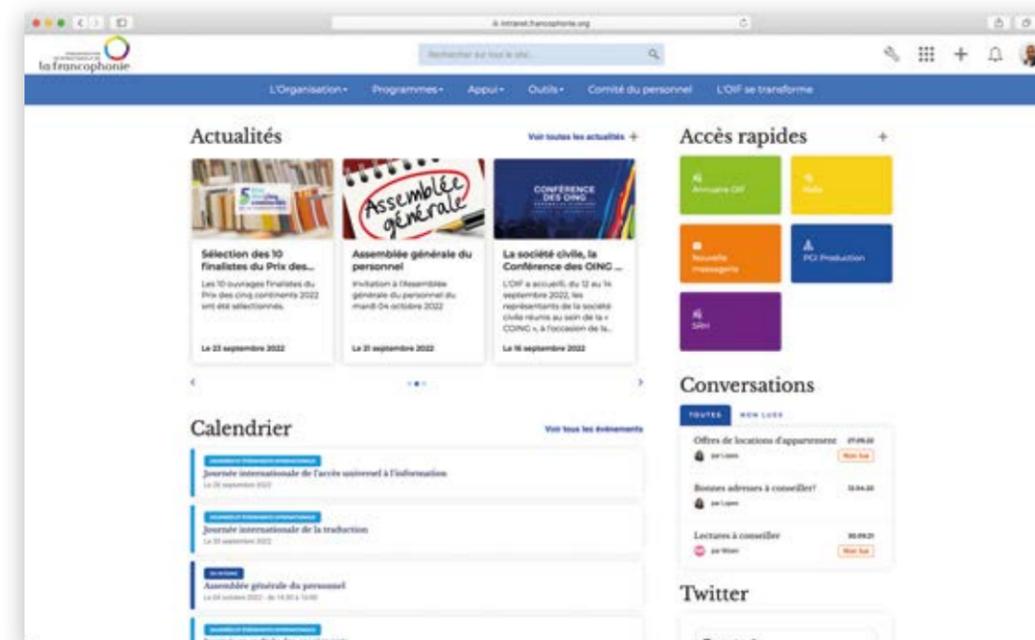
Concernant la formation de son personnel, l'Organisation dispose désormais d'un plan pluriannuel qui accompagne les enjeux de la mise en œuvre de la transformation. L'ambition est de favoriser les mobilités ainsi que les évolutions de carrières.



© Irês DA SILVA/OIF

Enfin, l'OIF est en train de revoir certains textes normatifs pour s'adapter aux nouvelles réalités du monde après-covid, et ce dans un contexte de renouvellement de l'environnement de travail dans les organisations internationales visant la performance stratégique, l'évolution des carrières, la mobilité et l'attractivité des talents.

De nombreux chantiers sont encore en cours au niveau des ressources humaines et nécessiteront une attention accrue.



Le nouvel Intranet offre de multiples fonctionnalités aux 295 agents de 38 nationalités et facilite le travail au quotidien entre toutes les unités de l'OIF situées sur les cinq continents.

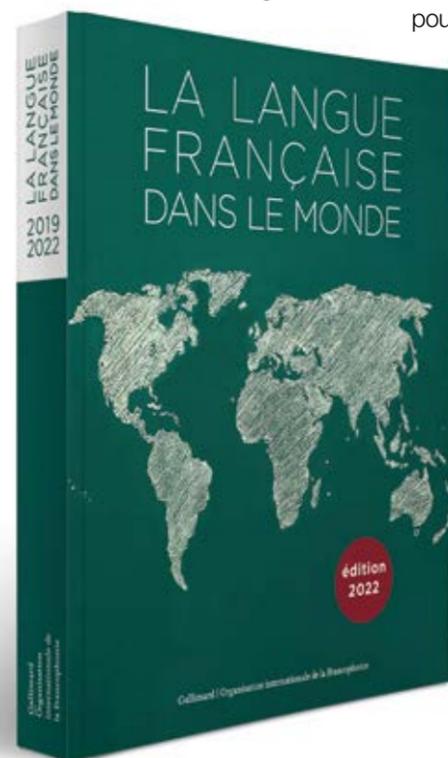


UNE ORGANISATION AU SERVICE DE PRIORITÉS STRATÉGIQUES

LA LANGUE FRANÇAISE DANS LA DIVERSITÉ LINGUISTIQUE

UN ENJEU PRIORITAIRE

La dernière édition du rapport de l'Observatoire de la langue française, *La langue française dans le monde 2022*, confirme que le français est promis à un bel avenir. Avec 321 millions de locuteurs sur plusieurs continents, en progression de 7 % depuis 2018, porté par l'élan de la jeunesse de l'espace francophone, il reste la 5^e langue la plus parlée dans le monde. Cette évolution positive est liée à la vitalité démographique de l'Afrique subsaharienne où résident désormais plus de 60 % des locuteurs quotidiens de français. Le centre de gravité de la Francophonie se déplace de plus en plus vers le sud, en donnant au français une chance de repositionnement comme langue internationale. La langue française tient également bien son rang de 2^e langue étrangère enseignée dans le monde et garde une honorable 4^e place sur internet dans un paysage linguistique numérique de plus en plus diversifié.



Dans un ordre mondial de plus en plus multipolaire, l'OIF a toute sa place en tant qu'organisation fondée sur cette langue internationale. Dès 2019, la Secrétaire générale a souhaité recentrer l'action de l'OIF sur l'atout que représente notre langue partagée, le français, dans une grande diversité de contextes culturels. Les jeunes francophones ont abondé en ce sens lors de la grande consultation menée en 2020 : considérant que la langue française est au cœur de leur sentiment d'appartenance à la Francophonie, ils ont souhaité qu'elle soit davantage enseignée, « simplifiée », protégée et promue aux côtés des langues locales ou nationales. C'est cette vision moderne, décomplexée, celle d'une langue de communication internationale utile

pour les populations et particulièrement pour les jeunes, qui est désormais portée par l'OIF.

DES ACTIONS SIGNIFICATIVES DANS DES DOMAINES STRATÉGIQUES POUR L'AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Les échanges avec nos États et gouvernements ont confirmé l'importance de la langue française en termes d'identité de l'OIF comme pour favoriser la coopération multilatérale entre ses membres. Un Groupe de travail Langue française mis en place au sein des instances, après avoir défini les domaines d'action prioritaires, a élaboré un projet de Déclaration sur la langue française dans la diversité linguistique de la Francophonie qui sera présenté pour adoption au XVIII^e Sommet. Cette Déclaration sera assortie, dans le cadre de la nouvelle programmation de l'OIF, d'une offre de coopération plus complète et cohérente, en accompagnement des efforts consentis par ses États et gouvernements membres. Un mécanisme de suivi sera également activé sur la base des travaux de l'Observatoire de la langue française.

Dans la Déclaration, les Chefs d'État et de gouvernement seront amenés à réaffirmer leurs engagements dans des domaines où une action plus résolue de leur part est attendue : l'éducation et la formation, les relations internationales, l'économie, le numérique, l'innovation et les sciences, la culture, les médias et la communication.

ENSEIGNER PLUS ET MIEUX LE FRANÇAIS

Face au constat du manque d'enseignants de français dans des pays qui veulent renforcer l'enseignement de cette langue, la Secrétaire générale a souhaité créer un mécanisme permettant la mobilité d'enseignants en provenance de tout l'espace francophone. Ce dispositif vise à aider les pays concernés à élaborer ou à renforcer un « Plan national pour un enseignement de qualité du ou en français ».

Parallèlement, le dispositif des Centres régionaux pour l'enseignement du français (CREF) a été consolidé et élargi. Il couvre désormais trois continents (Asie, Europe, Afrique), implique 18 États et s'adresse à plus de 50 000 enseignants de français langue étrangère, mais aussi d'autres matières en français.

Ainsi, un professeur de français sur trois dans les pays d'Europe centrale et orientale est concerné par les activités spécialisées et contextualisées organisées par le CREFECO situé à Sofia, en Bulgarie, avec les ministères de l'Éducation et les associations de professeurs de français. En Asie du Sud-Est, trois formations régionales pour 180 enseignants formateurs ont été organisées par le CREFAP situé à Hô Chi Minh-Ville, au Vietnam, en plus des six stages nationaux qui ont touché environ 400 jeunes enseignants par an.

Projet phare « Mobilité des enseignants »

Au Rwanda

- 24 enseignants et formateurs volontaires déployés en 2020
- 45 enseignants supplémentaires déployés en 2022. Le Plan national pour le français finalisé avec l'appui de l'Agence française de développement (AFD)

Au Ghana

- 21 enseignants et formateurs déployés en 2022
- Des formations linguistiques et pédagogiques
- Des activités d'environnement francophone
- Une stratégie d'évaluation



Depuis 2021, une évaluation des besoins a été menée à Djibouti, en Égypte, aux Émirats arabes unis et au Rwanda en vue de la mise en fonctionnement du CREF créé à Djibouti et qui s'adressera à un vivier potentiel de 40 000 enseignants et de 2 500 000 apprenants.

Au-delà des régions couvertes par ces trois centres, une réflexion a été engagée sur le soutien que l'OIF pourrait apporter aux communautés qui font vivre la langue française au-delà de l'espace francophone traditionnel. La visite de travail effectuée en Louisiane, membre observateur de la Francophonie, en avril 2022, a, par exemple, permis d'explorer de premières pistes de coopération.

L'OIF a enfin poursuivi son soutien à la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) en mettant l'accent sur la nécessité de la relève générationnelle.

MIEUX POSITIONNER LA LANGUE FRANÇAISE À L'INTERNATIONAL

Un dispositif de veille, d'alerte et d'action

- Une analyse de la tendance au monolinguisme dans les Documents de suivi du Vade-mecum relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales (7^e édition, 2020)
- Des outils de veille et de sensibilisation autour de 50 points focaux dans les capitales
- Un relais du plaidoyer de la Secrétaire générale et des actions des groupes d'ambassadeurs francophones (GAF)
- Une action coordonnée entre le siège et les représentations permanentes de l'OIF à Addis-Abeba, Bruxelles, Genève-Vienne et New York
- Trois capsules vidéo de promotion du multilinguisme et du français dans les enceintes internationales

Les Olympiades internationales de la langue française

- En 2019, 5^e édition des Olympiades régionales à Chisinau (Moldavie). 36 lycéens de six pays de la région testent leur créativité en français
- En 2021, 1^{re} édition internationale. Plus de 100 jeunes de 20 pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe centrale et orientale
- En 2022, 2^e édition internationale axée sur la lutte contre le réchauffement climatique

Plus de 1 200 diplomates et fonctionnaires (dont 70 % de femmes) de 19 États participent chaque année aux formations mises en œuvre dans le cadre des Initiatives francophones nationales et d'établissement soutenues par l'OIF. Dès le début du confinement à la suite de la pandémie, ces formations se sont déroulées en ligne : en plus des formations nationales ont été organisés quatre séminaires régionaux en 2020, et 12 en 2021. Un nouvel appel à manifestation d'intérêt a été lancé à l'été 2022, afin de sélectionner les pays partenaires pour la période 2023-2026.

Le dispositif pour le français dans les relations internationales a également accompagné dix organisations de cinq zones géographiques. Les projets soutenus ont permis la formation au français professionnel d'une cinquantaine de hauts fonctionnaires occupant des postes clés, ainsi que l'élaboration de dispositifs innovants et structurants : Cadre de référence pour les langues de l'ONU, module d'apprentissage du français juridique, logiciel de reconnaissance automatique de la parole, outil de sensibilisation contre les préjugés d'ordre linguistique. Adaptables à différentes organisations, ces dispositifs pourraient toucher près de 50 000 fonctionnaires internationaux. La Communauté d'Afrique de l'Est (EAC),

qui a adopté le français comme langue officielle, sera ainsi accompagnée dans l'élaboration d'une politique linguistique multilingue.

Différents outils ont été produits comme la nouvelle version du manuel *Objectif diplomatie 2*, un

outil numérique pour accompagner les enseignants dans la conception de leur cours (Objectif diplomatie.lab), ou des vidéos sur les pratiques de classe en partenariat avec TV5MONDE.

Promotion de la langue française et de l'interculturalité dans les opérations de maintien de la paix



Depuis 2019, le partenariat avec les Nations unies s'est approfondi, faisant de l'OIF un acteur de référence sur ces thématiques :

- Appui à l'apprentissage du français pour les personnels non francophones déployés en terrain francophone (élaboration et diffusion, avec la France, d'une méthode d'apprentissage du français sur objectifs militaires « En Avant ! »). Plus de 25 000 exemplaires diffusés. Des modules interactifs d'autoapprentissage prochainement accessibles en ligne
- Formations au français pour 32 enseignants et plus de 500 apprenants des forces de défense et de sécurité, notamment dans le cadre d'un projet pilote avec la MINUSMA (près de 200 apprenants)

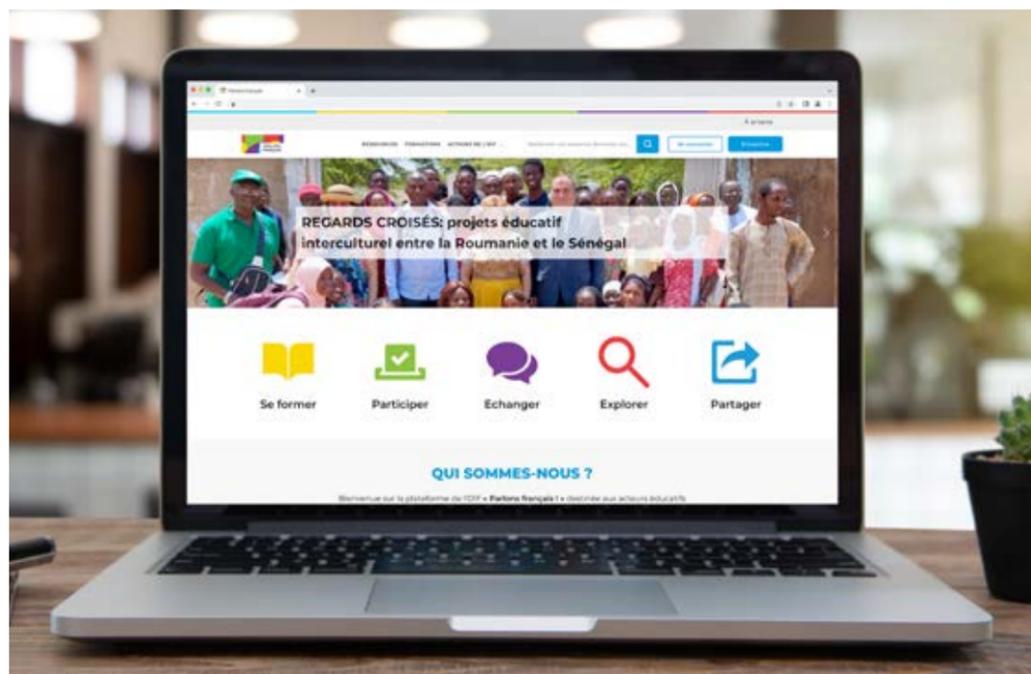
Renforcement des capacités techniques des personnels francophones militaires, policiers et civils :

- 226 personnes (dont 61 femmes) formées aux standards du maintien de la paix
- Premier cours francophone de prédéploiement pour les officiers militaires féminins, en partenariat avec ONU Femmes
- Premier stage en français de formation à la direction des OMP et première formation des conseillers militaires chargés d'égalité femmes-hommes
- Lancement de la nouvelle plateforme Internet du Réseau d'expertise et de formation francophone pour les opérations de paix (REFFOP)
- Élaboration d'un Guide francophone du contributeur aux OMP

INONDER LA TOILE DE PRODUITS ET CONTENUS FRANCOPHONES

Le numérique au service de l'enseignement du français

Les CREF ont rapidement pris le tournant numérique imposé par la pandémie. Le CREFECO a réuni plus de 3 000 participants uniques à des activités de formation à distance. Une communauté professionnelle d'apprentissage de près de 2 800 enseignants de français a été rassemblée autour de webinaires, d'ateliers pédagogiques virtuels, et d'activités en ligne pédagogiques et ludiques pour les apprenants. Le CREFAP a conçu différentes formations grâce à une nouvelle plateforme : <http://guide-autoformation.crefap.org/>. La plateforme de formation à distance pour le renforcement des compétences linguistiques des enseignants (<http://FAD-FLE.net>) a connu de forts taux de fréquentation. Pour le seul Vietnam, près de 600 ressources ont été élaborées et sont recensées sur la plateforme <http://ressourcesmaths.crefap.org>. Des ateliers de travail en production et l'utilisation de ces ressources éducatives libres en ligne (REL) ont rassemblé 70 enseignants de mathématiques en français.



La plateforme collaborative « Parlons français ! »

Le dispositif de formation à distance « Jeunes enseignants débutants en action » (JEDA) a connu un grand succès. Enfin, une vaste plateforme collaborative « Parlons français ! » regroupe désormais une grande partie des formations et des ressources.

Vers une meilleure « découvrabilité » des contenus culturels francophones

Depuis 2018, différents travaux de recherche coordonnés par l'OIF ont confirmé que les logiques numériques, éditoriales et algorithmiques ne sont pas favorables à la diversité des expressions culturelles.

Dès lors, l'OIF a sensibilisé les États et gouvernements et le grand public aux enjeux liés à la découvrabilité des contenus en ligne, notamment grâce à une infographie et à des capsules vidéo et des visuels, disponibles aux adresses suivantes : <https://www.francophonie.org/etat-des-lieux-decouvrabilite> et <https://www.decouvrabilite-francophonie.net>.

Les besoins spécifiques des acteurs culturels du sud, notamment en termes de formation à la « découvrabilité » de leurs œuvres, ont été identifiés et représentent désormais un objectif clé de l'OIF en termes de plaidoyer international et de programmation.

Agir en faveur de la diversité linguistique

Appui aux politiques linguistiques :

- Accompagnement du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Rwanda, de Sainte-Lucie et du Sénégal à la définition d'une politique linguistique
- Réseau de points focaux nationaux d'Afrique subsaharienne et de l'océan Indien
- Comité scientifique international
- Formation en ligne « Conception et pilotage de politiques publiques pour un aménagement linguistique » adressée aux cadres et décideurs (en partenariat avec l'Université Senghor à Alexandrie)

Appui à des projets :

- « Langues en dialogue » : 25 projets de contenus et outils sur le français en contexte multilingue



- « Tempo traduction » : 29 traductions littéraires dans 23 combinaisons linguistiques
- Soutien au Dictionnaire des francophones (DDF) en valorisant l'expertise du Sud : <https://www.dictionnairedesfrancophones.org/>

Prix Ibn-Khaldoun-Senghor de traduction littéraire et en sciences humaines du français vers l'arabe et de l'arabe vers le français organisé en partenariat avec l'ALECSO



MIEUX ACCOMPAGNER LES INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES

Dans le cadre du resserrement de l'action de l'OIF, les interventions dans le domaine de la culture opèrent un tournant, afin de devenir plus structurantes. La Conversation francophone « La Francophonie au service des industries culturelles et créatives » organisée en décembre 2021 a reconnu le secteur culturel comme un atout majeur pour les économies de nos États et gouvernements. Elle a également mis en exergue les obstacles récurrents auxquels se heurtent ses acteurs, en particulier au sud. Ainsi, l'OIF

commence à ajuster ses interventions pour répondre aux nouveaux défis, parmi lesquels le renforcement des compétences, en particulier numériques, pour assurer la professionnalisation et la projection internationale des créateurs. Le soutien à la circulation des œuvres et de leurs auteurs au sein de l'espace francophone demeure également un objectif majeur.

Le livre

Notre organisation intervient à différents maillons de la chaîne du livre. Elle participe à la découverte de talents littéraires qu'elle accompagne dans leur promotion internationale, notamment grâce au prestigieux Prix des cinq continents de

la Francophonie. Elle appuie certains de ses États et gouvernements membres dans l'élaboration de leurs politiques culturelles, en particulier en termes de lecture publique. C'est dans cette logique que nous avons coorganisé en 2021, avec l'Institut français et plusieurs États et gouvernements membres de l'OIF, les États généraux du livre en langue française, avec l'objectif ambitieux de contribuer à décloisonner l'édition francophone, de lui donner un nouvel élan, au sud comme au nord, en faisant converger les intérêts de tous les professionnels du secteur.

Dans le cadre des États généraux du livre en langue française (Tunis, 23-24 octobre 2021), l'OIF a lancé le Réseau numérique des acteurs du livre, plateforme qui recense et décrit les professionnels de l'édition, favorisant l'échange d'informations et les relations partenariales. Plus de 16 000 références du monde entier sont

désormais classées par catégories d'acteurs, et la plateforme prévoit de nouvelles fonctionnalités. Les activités des organisations professionnelles (éditeurs, libraires, bibliothécaires...) ont été soutenues en fonction de deux objectifs :

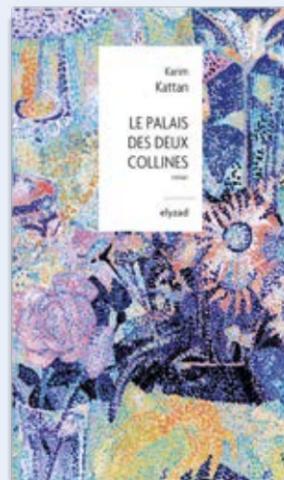
- Favoriser la reconnaissance et la professionnalisation du secteur (structuration de la chaîne, rencontres interprofessionnelles, coéditions solidaires...);
- Prendre en compte les défis liés au numérique, notamment la numérisation des fonds patrimoniaux.

L'OIF facilite la participation d'auteurs du Sud à des rendez-vous « incontournables » : depuis 2019, quatre manifestations littéraires d'envergure ont été soutenues annuellement, avec une attention accordée à la jeune écriture ainsi qu'aux écrivaines.

Le Prix des cinq continents de la Francophonie fait peau neuve pour ses 20 ans



- Des comités de lecture plus représentatifs de la diversité géographique
- De « jeunes plumes » pour enrichir le prestigieux jury international
- Une introduction progressive des œuvres primées dans les écoles et les universités
- Des fiches pédagogiques autour de ces œuvres
- Une traduction vers les langues partenaires



POUR EN SAVOIR PLUS

- 2019 <https://www.francophonie.org/remise-du-prix-des-cinq-continentes-de-la-francophonie-826>
 2020 <https://www.francophonie.org/litterature-les-10-finalistes-du-prix-des-5-continentes-2020-1451>
 <https://www.youtube.com/watch?v=uNzNNDvEhFs&t=7s>

Les Centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC)

- Plus de 300 dans 21 pays (Afrique, océan Indien, Caraïbe). En 2020, cinq premiers CLAC à Djibouti. 26 nouveaux centres en cours de création dans quatre pays (RDC, Côte d'Ivoire, Haïti, Togo)
- 2,5 millions de prêts annuels d'ouvrages
- 80 % d'utilisateurs de moins de 18 ans
- 45,6 % de femmes. Depuis 2021, un fonds d'ouvrages visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes progressivement distribué à l'ensemble du réseau
- Depuis 2020, modernisation du réseau à travers le dispositif numérique BOU@TIC, composé de tablettes, d'ordinateurs et d'un boîtier de wifi local. Une fois connectés au dispositif, les utilisateurs peuvent consulter et télécharger gratuitement plus de 240 Go de données. 190 CLAC en ont bénéficié
- En 2022, le Vietnam accueille ses premiers Espaces du livre francophone (ELFE) : neuf bibliothèques publiques équipées de plus de 700 titres en français
- En 2021, le Togo est devenu le 15^e pays à se doter d'un Centre national spécifiquement dédié au développement de la lecture publique

Le cinéma et l'audiovisuel

Le Fonds Francophonie TV5MONDEplus, lancé en 2021 pour renforcer la présence des films et séries des pays francophones du Sud sur la plateforme mondiale TV5MONDEplus, a permis de soutenir 19 projets dès la première année. Son budget a progressé de 50 % en 2022, grâce à



La plateforme TV5MONDEplus

des contributions du Canada, du Québec, de la France et de la Suisse.
<https://www.francophonie.org/tv5monde-plus-la-plateforme-francophone-mondiale-1439>

La plateforme OuiCoproduct <https://ouicoproduct.org/> créée en 2021 par l'OIF, en partenariat avec le FONSIC (Côte d'Ivoire) avec le soutien de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), est un nouvel outil de recherche de partenaires dédié à 60 pays ACP.

La 7^e édition des Trophées francophones du cinéma a eu lieu au Rwanda en 2021, avec une évolution vers le renforcement des compétences des filières nationales et la diffusion des œuvres auprès d'un large public :

- 64 films sur les 132 proposés par les États et gouvernements retenus pour la collection 2019-2022 ;
- Un atelier de production et trois leçons de cinéma destinés aux professionnels rwandais par des professionnels reconnus internationalement ;
- 2 250 enfants, adolescents et étudiants présents aux projections publiques dans cinq villes.

2019-2022 : les années de tous les records pour les films et les séries soutenus par le Fonds Image de la Francophonie



- ◆ En 2021, 11 sélections dans les cinq plus grands festivals du monde
- ◆ Un César décerné à *Un fils* (Tunisie)

- ◆ Une nomination aux Oscars pour *L'homme qui a vendu sa peau* (Tunisie)
- ◆ La série sénégalaise *Sakho & Mangane* diffusée mondialement sur Netflix
- ◆ Un record d'entrées en Afrique francophone pour la comédie burkinabè *Les trois lascars*
- ◆ Toutes les régions d'intervention (Afrique, Asie, Caraïbe) concernées par ces succès. Le Pacifique sud a rejoint en 2021 la liste des bénéficiaires avec le soutien à un documentaire du Vanuatu.
- ◆ Des commissions de sélection comprenant des professionnels de tout l'espace francophone (21 nationalités représentées en quatre ans et deux femmes aux postes de présidentes en 2022 : l'Haïtienne, Gessica Génés et la Camerounaise, Rosine Mbakam).

Le spectacle vivant et les arts visuels

L'action de l'OIF a évolué vers le soutien aux jeunes talents et l'accès de la culture à de nouveaux publics :

- ◆ 80 % des lauréats des Jeux de la Francophonie ont été soutenus à travers 40 projets mobilisant 20 organismes culturels ;
- ◆ L'initiative « CLAC en scène ! » a été lancée en 2021 pour favoriser la diffusion de projets artistiques menés par les lauréats des Jeux auprès des publics éloignés des centres urbains. 12 projets artistiques de 20 jeunes créateurs se sont produits dans les CLAC. La phase pilote a concerné six pays d'Afrique de l'Ouest et centrale et de l'océan Indien.

En 2022, l'OIF a évalué sa contribution aux dernières éditions du Marché des arts et du spectacle d'Abidjan (MASA), afin d'en tirer des enseignements, notamment sur l'évolution des pratiques professionnelles accélérée par la pandémie de covid 19 et sur la vision à moyen terme à donner à cette manifestation.

PAIX, DÉMOCRATIE, DROITS ET LIBERTÉS



LA POURSUITE DU MANDAT POLITIQUE DE L'OIF DANS UNE LOGIQUE DE DIALOGUE

La persistance des crises et des conflits au sein de l'espace francophone oblige l'OIF à accentuer ses efforts dans la mise en œuvre de son mandat en faveur de la paix, de la démocratie et de l'État de droit.

Le 20^e anniversaire de la Déclaration de Bamako sur les pratiques de la démocratie, des droits et des libertés en 2020 a été l'occasion de remobiliser les pays et acteurs francophones sur certains de ces enjeux, dans une logique constructive de dialogue, avec la tenue de trois Conversations francophones de haut niveau consacrées aux nouvelles menaces à la démocratie, à l'abolition de la peine de mort et à la lutte contre les mariages précoces et forcés.

L'approche de la Francophonie a été rappelée : vigilance permanente quant au respect des principes et engagements consignés dans la Déclaration de Bamako (2000) et la Déclaration de Saint-Boniface (2006), alliés à une solidarité redoublée avec les États les plus fragiles, en leur proposant un accompagnement politique et technique en faveur du rétablissement ou de la consolidation de la paix et de la démocratie.

UNE NOUVELLE APPROCHE PAR DES INTERVENTIONS PLUS CIBLÉES

L'action politique de l'OIF s'est précisée et modernisée, afin de gagner en influence au sein des enceintes internationales — grâce aux plaidoyers portés par la Secrétaire générale et à une présence renforcée via les Représentations

extérieures — ainsi qu'en efficacité sur le terrain. Les priorités d'intervention ont été recentrées et consolidées dans les secteurs où l'OIF apporte effectivement une expertise reconnue et utile : accompagnement des processus démocratiques, soutien aux mécanismes de sortie de crise, promotion de la langue française et de l'interculturalité dans les opérations de maintien de la paix (OMP) (voir page 27), et renforcement des institutions de l'État de droit et de protection des droits de l'Homme. De nouveaux projets

MIEUX ACCOMPAGNER LES PROCESSUS DÉMOCRATIQUES EN S'INSCRIVANT DANS LA DURÉE

La consolidation de la démocratie est un champ d'intervention phare de l'OIF depuis 30 ans. Sous l'impulsion de la Secrétaire générale, les modalités d'intervention ont été renforcées.

Soutien à la préparation, à la tenue et au suivi des élections

Les actions conduites par l'OIF en amont des élections visent les acteurs clés du processus, dans une logique de consolidation durable des pratiques et des cadres électoraux, ainsi que de renforcement de la transparence, de la fiabilité, de l'inclusivité et de l'équité de ces processus :

Institutions et organes électoraux

- Renforcement de compétences des organes de gestion des élections ;
- Audit des fichiers électoraux ;
- Renforcement des capacités des régulateurs des médias en période électorale ;
- Appui aux juridictions chargées du contentieux électoral.

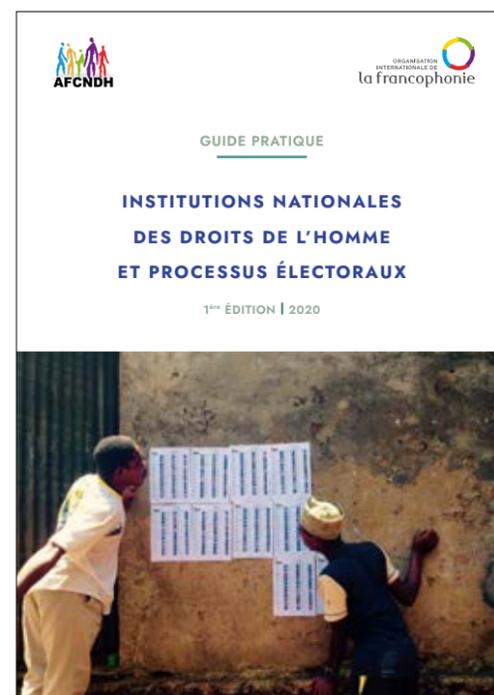
Organisations de la société civile et autres acteurs

- Formation de journalistes en période électorale (405 journalistes formés) ;
- Promotion et protection des droits de l'Homme dans les processus électoraux (publication d'un Guide pratique en 2020) ;

phares sur des sujets majeurs ont été lancés : état civil et lutte contre la désinformation.

Les modalités d'intervention ont été affinées, dans un souci permanent de recherche d'impact et de rationalité, notamment en modernisant les modes opératoires et les partenariats, tant avec les acteurs francophones (APF, Opérateurs, Conférence des OING, Réseaux institutionnels de la Francophonie) qu'avec les partenaires multilatéraux.

- Soutien à la participation des jeunes et des femmes et formation de femmes candidates (près de 1 000 au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Maroc, au Niger et au Sénégal) ;
- Soutien à l'observation électorale nationale (près d'une vingtaine d'organisations de la société civile dans une douzaine de pays).



La méthodologie des Missions électorales de la Francophonie (MEF) a été consolidée. Les MEF s'appuient désormais plus largement sur les observateurs nationaux. Elles permettent d'évaluer les processus dans leur ensemble et de formuler des recommandations pour consolider les acquis. Elles présentent une déclaration préliminaire à l'issue des scrutins puis un rapport qui est rendu public. Certaines de leurs recommandations sont ensuite mises en œuvre avec l'appui de l'OIF.

Depuis 2019, l'OIF a déployé 19 missions électorales (Arménie, Bénin, Burkina Faso, Bosnie-Herzégovine, Cameroun, République centrafricaine,

République du Congo, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Liban, Madagascar, Maurice, Moldavie, Mozambique, Niger, Sénégal, Togo et Tunisie), réalisé cinq audits de fichiers électoraux (au Burkina Faso, au Niger, au Cabo Verde, en Guinée, au Togo) et conduit plusieurs dizaines de projets d'appui technique aux institutions électORALES et aux organisations de la société civile engagées dans les processus électORALES ; ces actions ont été menées dans près d'une trentaine de pays.



Lutte contre la désinformation

Face aux désordres de l'information qui menacent le débat démocratique, l'OIF a développé un projet phare de lutte contre la désinformation. En 2020, pour contrer la prolifération d'infoc, accentuée dans le contexte de la crise de la covid 19, l'OIF a déployé un dispositif d'urgence en appui à 30 structures de vérification de l'information dans les pays du Sud.

Depuis, l'OIF développe un projet phare autour de quatre axes :

- ◆ **Renforcement des capacités et des coopérations entre les initiatives francophones de lutte contre la désinformation :** cartographie des initiatives de vérification des faits dans l'espace francophone (plus de 200 structures recensées), développement d'une plateforme francophone des initiatives de lutte contre la désinformation (lancée en 2022, plus de 60 initiatives inscrites, 88 politiques publiques renseignées), appel à projets pour soutenir des partenariats entre initiatives francophones de lutte contre la désinformation (23 projets reçus, 8 projets soutenus, 20 OSC bénéficiaires, 15 pays bénéficiaires et 500 acteurs des médias, de l'éducation et de la société civile enrôlés) ;

- ◆ **Accompagnement des politiques publiques en matière de lutte contre la désinformation :** étude comparative des politiques publiques dans les 88 États et gouvernements identifiant de bonnes pratiques. Un programme d'accompagnement spécifique des États et gouvernements demandeurs a été mis en place (mission d'évaluation des mécanismes de régulation de la désinformation dans trois pays) ;

- ◆ **Renforcement des capacités en matière d'éducation aux médias et à l'information (EMI) :** soutien au développement d'un cours en ligne ouvert et massif (CLOM) pour la sensibilisation aux enjeux de la désinformation, aux méthodes de vérification, aux mécanismes de réfutation ainsi qu'au développement de projets d'EMI (1 200 participants) ;

- ◆ **Valorisation de la recherche et de la diffusion des connaissances sur la désinformation :** lancement d'une cartographie des capacités de recherche sur la désinformation dans l'espace francophone et d'un appel à communication sur la lutte contre la désinformation et l'éducation aux médias.



AGIR DE MANIÈRE EFFICACE ET PLUS CIBLÉE EN FAVEUR DES DROITS DE L'HOMME ET DU RENFORCEMENT DU DROIT

Accompagnement des gouvernements et des institutions nationales pour une meilleure protection des droits de l'Homme

Le dispositif d'accompagnement des États membres dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU) s'est étoffé. L'OIF appuie les pays tout au long du processus, en soutenant l'ensemble des acteurs nationaux impliqués : les institutions gouvernementales, les parlementaires, les institutions nationales des droits de l'Homme (INDH) et les organisations de la société civile :

- ◆ Quatre missions d'accompagnement des États (RCA, Madagascar, Mauritanie et Togo) ;
- ◆ Dix États d'Afrique centrale et de l'Est formés au nouveau guide interactif ;
- ◆ Une soixantaine de parlementaires originaires de 33 États francophones sensibilisés (action menée en partenariat avec le HCDH et l'APF).

L'OIF a consolidé et renforcé son soutien aux INDH pour l'accompagnement de jeunes institutions et dans leur mise en conformité aux Principes de Paris (formation, sensibilisation et soutien à l'accréditation des INDH).

L'OIF a poursuivi son action autour de la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant. Elle appuie le renforcement des capacités des professionnels chargés de la mise en œuvre de cette Convention, notamment par des formations adressées aux policiers et aux médiateurs et ombudsmans. Un guide pratique visant à lutter contre l'exploitation sexuelle des mineurs en ligne a été développé et diffusé.

Face à l'impact de la corruption sur le droit et la jouissance des droits de l'Homme, l'OIF a développé un projet pluriacteurs (acteurs nationaux et partenaires francophones) de prévention et de

lutte contre ce fléau. Depuis 2019, son approche est plus stratégique et plus inclusive, assurant le lien et la coordination entre les acteurs et adaptant ses interventions aux besoins. En 2021, l'OIF a soutenu un projet de terrain pluriacteurs à Madagascar et une activité pilote en Côte d'Ivoire. Elle a également soutenu un atelier pratique sur le rôle des INDH dans la prévention et la lutte contre la corruption. Quatre INDH (Bénin, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Rwanda) se sont mobilisées au niveau national pour valoriser ce travail et ont mené des actions conjointes avec les acteurs luttant contre la corruption.

Renforcement des institutions nationales des droits de l'Homme (INDH)

Depuis 2019 :

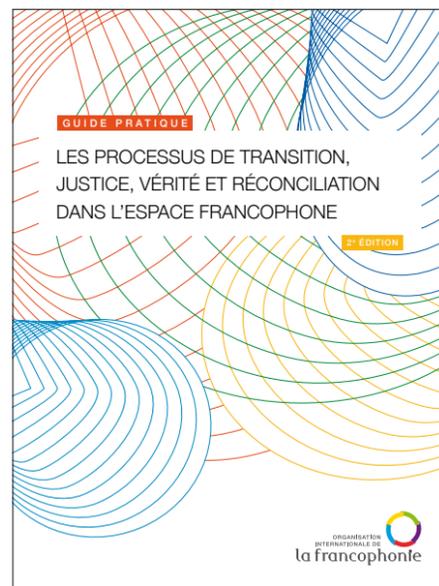
- ◆ Six missions de renforcement de capacités déployées : au Burkina Faso, au Cameroun, en Guinée, en République centrafricaine, au Tchad et au Togo
- ◆ 14 webinaires organisés avec plus de 18 INDH et plus de 370 participants sur des thématiques variées
- ◆ Installation d'un logiciel libre de traitement des plaintes relatives aux violations des droits de l'Homme au profit de cinq INDH
- ◆ Des ateliers organisés sur le rôle des INDH dans la prévention de la torture, les processus électoraux et la prévention et la lutte contre la corruption

Renouvellement et modernisation du partenariat avec les Réseaux institutionnels de la Francophonie

Les Réseaux institutionnels de la Francophonie (RIF), ce sont :

- 16 réseaux d'institutions œuvrant pour l'État de droit (commissions électorales, INDH, médiateurs, magistrats, avocats, cours constitutionnelles, autorités de protection des données personnelles, régulateurs de médias, etc.) ;
- Plus de 600 institutions membres ;
- Dans plus de 60 pays de l'espace francophone.

L'OIF a engagé un travail en profondeur, afin d'améliorer l'articulation de ses actions avec celles de ces différents réseaux et gagner ainsi en efficacité sur le terrain. Au-delà de l'appui continu en matière de renforcement des capacités de leurs membres, la collaboration avec les RIF est désormais davantage centrée sur les thématiques prioritaires de l'OIF (lutte contre la corruption, protection des droits de l'enfant, accompagnement des processus électoraux, etc.) et sur les projets phares qu'elle développe (lutte contre la désinformation, état civil...). L'illustration de cette modernisation s'observe dans la tenue des « Journées des réseaux » qui sont désormais tournées, comme en novembre 2021, sur la réflexion en faveur d'une mobilisation commune des réseaux institutionnels de la Francophonie et de leurs membres aux thématiques prioritaires de l'OIF.



État civil

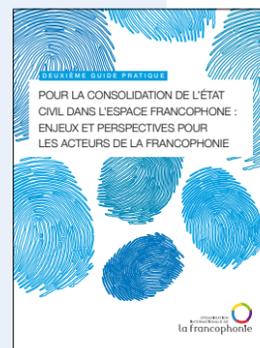
Considérant que les enfants sans identité sont estimés à 90 millions dans l'espace francophone, l'OIF a mis en place un projet phare sur l'état civil mobilisant les acteurs de la Francophonie pour accroître l'impact des initiatives.

Cette approche intégrée et concertée est fondée sur une mobilisation politique et un plaidoyer de haut niveau, le renforcement des capacités des acteurs et le partage de bonnes pratiques et la sensibilisation des populations locales.

Le projet pilote lancé en 2020 au Niger (région de Zinder) appuie les autorités dans la mise en œuvre de leur plan national. Les actions menées ont permis de sensibiliser et de former les populations et personnes-ressources dans sept communes rurales. Les audiences « foraines » auront conduit, fin 2021, à l'enregistrement de plus de 24 270 personnes, essentiellement des enfants et de jeunes filles.

Un second projet a été lancé en 2021 à Madagascar, qui a permis, dans un premier temps, de doter en urgence plus de 15 000 enfants d'actes d'état civil pour leur permettre de se présenter aux examens de fin d'année. Le projet, réunissant plusieurs acteurs de la Francophonie autour de l'OIF, dont l'APF, a débuté en 2022. Il s'inscrit pleinement dans le processus en cours à Madagascar de modernisation et de numérisation des services clés de l'État.

Un nouveau guide pratique sur l'état civil, élaboré avec l'APF, l'AIMF, la COING et une dizaine de réseaux institutionnels de la Francophonie, prolonge cette mobilisation.



Consolidation du partenariat avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

L'APF est un partenaire privilégié de l'action politique de l'OIF. La Secrétaire générale met en place des concertations régulières avec cette Assemblée sur les questions politiques, dans le cadre des instances respectives, et de manière *ad hoc*. Elle a notamment pris part aux sessions plénières de l'APF, en ligne en janvier 2021, et celles tenues à Abidjan en juillet 2021, ainsi qu'à Kigali en juillet 2022. L'APF est associée aux MEF qui sont régulièrement conduites par ses représentants, à la discrétion de la Secrétaire générale. Elle est aussi parfois associée aux missions politiques de l'OIF dans le cadre des

ŒUVRER TOUJOURS PLUS RÉSOLUMENT POUR LA PAIX ET LA STABILITÉ

Une mobilisation accrue pour prévenir et résoudre les crises

La Secrétaire générale mène une action diplomatique, notamment auprès de dirigeants des États et gouvernements et des organisations multilatérales, dans le cadre des efforts internationaux pour la recherche de solutions pacifiques et durables aux crises. Par ailleurs, elle a participé à de nombreuses réunions de haut niveau consacrées à des pays francophones en situation de crise pour appeler à une plus forte mobilisation internationale auprès des États membres et faire valoir la contribution de la Francophonie.

Depuis 2019, quatre envoyés spéciaux ont été désignés pour assurer le suivi politique de situations de crise : Tiéman Coulibaly (Mali) pour la Guinée ; Cheikh Tidiane Gadio (Sénégal) pour le Mali ; Patrice Emery Trovoada (Sao Tomé-et-Principe) pour la RCA ; Ahmedou Ould Abdallah (Mauritanie) pour le Tchad.

dispositions prévues par la Déclaration de Bamako, notamment lorsque ces dernières impliquent les organes législatifs des États concernés.

Les activités de coopération parlementaire conduites par l'APF, visant à renforcer les capacités des Parlements et à les mobiliser sur des thématiques d'intérêt commun aux deux institutions, sont soutenues par l'OIF dans le cadre d'un protocole d'accord de subvention annuel. Elles sont déterminées d'un commun accord et s'inscrivent dans les priorités stratégiques de l'OIF et de l'APF (droits de l'Homme, lutte contre la désinformation, jeunes, état civil, etc.). Le cadre de reddition du partenariat a été renforcé depuis 2020, aux fins de transparence et de gestion axée sur les résultats.

Au Mali, au Tchad, en RCA, au Cameroun, en Guinée, au Burkina Faso et en Haïti, dans le cadre de l'accompagnement des processus de transition et/ou de retour à l'ordre démocratique, l'OIF déploie depuis 2019 des missions politiques de haut niveau, ainsi que des expertises techniques, afin d'appuyer, notamment, le dialogue politique national, la réconciliation, les réformes constitutionnelles ou encore la préparation d'élections de sortie de crise.

Dans le cadre du suivi des résolutions du CPF, un soutien aux processus de transition a été mis en place au Tchad (en appui au dialogue national), en Guinée (appui aux réformes électorales, au Conseil national de transition, à la Cour suprême et à la Haute Autorité de communication) et au Burkina Faso (appui aux réformes constitutionnelles et électorales et à l'Assemblée législative de transition).

L'engagement de l'OIF s'est renforcé en Haïti depuis 2021 en vue de contribuer, avec les acteurs nationaux et en lien avec les autres partenaires, à un règlement durable à la crise politique et institutionnelle. Cette mobilisation a pris la forme d'actions diplomatiques avec le déploiement par la Secrétaire générale d'une mission d'information et de contacts (MIC) en mars 2021, puis la participation à diverses rencontres des partenaires internationaux. Des actions de coopération multidimensionnelle sont mises en œuvre dans les domaines de la participation des femmes à la vie politique, la lutte contre la désinformation, l'observation électorale, la défense des droits de l'Homme et l'accompagnement du pays au mécanisme de l'EPU.

L'OIF a concentré plusieurs de ses interventions dans les pays du Sahel (Radio Jeunesse Sahel – voir page 60 –, que ce soit en accompagnement des processus électoraux, de renforcement de l'État de droit comme de soutien à l'état civil) et renforcé son partenariat avec le G5 Sahel.

L'OIF a notamment mis en place (juin 2019) et soutenu le développement du premier réseau des centres de recherche et d'analyse stratégique du G5 Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, le Réseau Recherche Paix Sécurité Développement. La Secrétaire générale a, par ailleurs, participé au Sommet de Pau (13 janvier 2020) qui a mis en place la Coalition pour le Sahel. L'OIF a adhéré en novembre 2020 à l'Alliance Sahel comme membre observateur.

L'OIF intervient en matière de prévention de l'extrémisme violent à travers le renforcement des capacités de la chaîne judiciaire d'une part, et d'autre part, grâce à des activités visant le développement d'analyses et de recommandations pour l'aide à la décision nationale.

Au titre du renforcement des capacités, en partenariat avec l'Association internationale des procureurs et poursuivants francophones (AIPPF), elle met en œuvre des activités en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, notamment au Sahel. Dans cette région, un projet de formation et de renforcement des capacités des parquets est mené en 2022 en lien avec le Secrétariat exécutif du G5 Sahel.

Au titre de l'analyse, avec le Réseau Recherche Paix Sécurité Développement, l'OIF participe à la production d'études sur la prévention de la radicalisation et l'extrémisme violent chez les jeunes du Sahel. Ces actions contribuent à valoriser et à mettre en œuvre les recommandations de l'Étude sur les mécanismes de prévention dans l'espace francophone publiée en mars 2022 dans le cadre du réseau FRANCOPREV.

ÉDUCATION ET FORMATION



UN DÉFI DE TAILLE EN TERMES DE DÉVELOPPEMENT

Plus de la moitié des enfants non scolarisés dans le monde vit en Afrique subsaharienne. Cette région, à laquelle appartient la majorité des États membres de la Francophonie dont le français est la principale langue d'enseignement, devra fournir une éducation de base à 444 millions d'enfants, âgés de 3 à 15 ans, d'ici à 2030.

Pour atteindre cet objectif, la difficulté principale demeure la pénurie d'enseignants : selon l'Institut de statistique de l'UNESCO, d'ici à 2030, près de 70 millions de nouveaux enseignants devront être recrutés pour atteindre l'objectif de développement durable (ODD) 4. Ce manque est d'autant plus flagrant dans les régions rurales et reculées où de nombreux enseignants ne disposent ni des connaissances disciplinaires ni des compétences pédagogiques nécessaires pour enseigner. Par ailleurs, leur niveau de français est

souvent insuffisant pour enseigner dans cette langue. À noter également que moins de 25 % des enseignants sont des femmes.

La transformation de l'éducation de base passe avant tout par une revalorisation du métier d'enseignant en termes de formation et de statut, comme l'a montré le Sommet sur la transformation de l'éducation tenu le 19 septembre 2022 à l'ONU.

La formation professionnelle doit également être transformée. En Afrique subsaharienne, dans un contexte de forte démographie et de croissance stable, l'Organisation internationale du travail (OIT) prévoit que dans les dix ans à venir, sur les 400 millions de jeunes qui arrivent sur le marché du travail, seuls 100 millions d'emplois seront disponibles dans le secteur de l'économie formelle. Il est urgent que les jeunes soient formés à des métiers correspondant aux besoins économiques du moment.

UN AXE DE COOPÉRATION PRIORITAIRE POUR L'OIF

La 36^e session de la CMF tenue à Monaco en novembre 2019 a identifié l'éducation comme l'un des domaines stratégiques pour la coopération entre les États et gouvernements membres de la Francophonie. La consultation des jeunes menée en 2020 a confirmé que l'éducation doit rester au centre de cette coopération : « bénéficiaire d'une éducation de qualité » y a figuré comme la deuxième des priorités, après « avoir un emploi », qui a réaffirmé l'importance d'agir en faveur de la formation professionnelle et technique.

Dans ce secteur crucial de l'éducation et de la formation, l'OIF a recherché l'efficacité par des interventions ciblées dans les domaines où elle possède une réelle valeur ajoutée. Ces interventions sont menées au sein de l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEFF) basé à Dakar au Sénégal. Travaillant en lien étroit avec les partenaires institutionnels et de terrain, qu'ils soient enseignants, cadres ou gestionnaires, l'IFEFF accorde une grande place à l'action de terrain en direction des enseignants, mais aussi à l'évaluation et à la recherche d'innovations pour mettre en œuvre des solutions adaptées aux contextes nationaux.

DES INTERVENTIONS FONDÉES SUR LA VALEUR AJOUTÉE DE LA FRANCOPHONIE

Menée en partenariat avec l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), l'Initiative francophone pour la formation des maîtres (IFADEM) est désormais une approche reconnue dans l'espace francophone. Il en est de même du bilinguisme porté par École et langues nationales (ELAN), qui s'est spécialisé dans la transition entre les langues africaines, de plus en plus reconnues comme véhicule privilégié des premiers apprentissages, et le français. Tous les projets y convergent, comme dans le numérique éducatif, dont la pandémie de covid 19 a révélé le caractère indispensable.

Renforcer la formation initiale et continue des enseignants

Les projets IFADEM et ELAN, ajustés aux besoins spécifiques de chaque pays, mieux coordonnés entre eux, ont connu une montée en puissance ces quatre dernières années.

IFADEM, désormais présente dans 15 pays d'Afrique, touche près de 60 000 enseignants, qui ont bénéficié d'un parcours de formation d'environ 200 heures. Parallèlement, plus de 20 000 cadres, directeurs d'école et chefs d'établissement ont été formés. 112 livrets de 50 heures d'autoformation sur l'enseignement du français, des disciplines non linguistiques, le développement durable, la prise en compte du genre et la lutte contre l'extrémisme violent ont été produits par des concepteurs locaux appuyés par l'expertise francophone internationale.

IFADEM est désormais en voie d'appropriation comme système pérenne de formation dans plusieurs États partenaires. Ainsi, aux Comores, après la formation de tous les enseignants du primaire et de tous les acteurs de la chaîne de supervision, le ministère a mobilisé ses partenaires pour appuyer un passage à l'échelle touchant tous les enseignants du collège et les directeurs qui ont été formés à la formulation des « projets d'école ». En Côte d'Ivoire, après la formation de tous les enseignants et tous les directeurs d'école (près de 40 000), le gouvernement a



Regroupement des enseignants dans le cadre de l'initiative IFADEM au Niger



trouvé des financements complémentaires pour mettre en œuvre l'approche IFADEM auprès des enseignants du secondaire. Au Tchad, après la phase pilote, un financement important de la Suisse permettra de former jusqu'en 2030 tous les enseignants communautaires et les directeurs d'école de sept provinces à travers une formation certifiante de deux ans. Le Niger a également mobilisé ses partenaires autour de l'approche IFADEM comme standard. Enfin, le Bénin, la République démocratique du Congo et le Sénégal sont fortement soutenus par l'APEFE-WBI pour l'extension de l'Initiative.

Livret de l'élève contextualisé dans une classe bilingue de troisième année au Sénégal

Assurer la continuité éducative pendant le confinement

Dès mars 2020 :

- « Offre éducative et culturelle francophone à la maison » : 217 ressources de 15 pays rendues accessibles sur le site de l'OIF
- « Cartable numérique de la Francophonie » mis en ligne pour apprendre à enseigner la Francophonie à l'occasion du Cinquantenaire

Mini-CLOM « Le manuel de la continuité pédagogique »

- Dès les premières semaines de la pandémie, l'IFEFF a proposé aux enseignants du primaire et du secondaire cette formation en ligne pour mieux accompagner les élèves à distance
- 1 150 enseignants ont été formés

IFADEM 100 % en ligne

- Une phase pilote lancée dans quatre pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali et Niger)
- Près de 2 000 enseignants formés ainsi que le personnel d'encadrement

- Entièrement en ligne pour les utilisateurs connectés ou sur une application pour téléphone mobile ou tablette en mode déconnecté
- Cours scénarisés, activités d'auto-évaluation s'appuyant sur l'intelligence artificielle embarquée, outils de communication, de collaboration et de partage...
- Cours génériques sous forme de micromodules d'apprentissage (MMA) sur l'enseignement du français et la cybersécurité offerts en ligne

ELAN sur la voie du numérique

- Création d'un CLOM « Initiation à l'approche ELAN du bilinguisme »
- Développement d'un cours spécialisé sur la didactique de l'enseignement bilingue
- Numérisation des supports didactiques
- Formation de tuteurs à l'ingénierie de la formation à distance, afin de mieux réussir la mise à échelle de l'enseignement bilingue

ELAN a permis en une décennie d'impacter 262 000 enseignants dans 78 500 écoles bilingues au bénéfice de plus de 7 millions d'élèves. Présente actuellement dans 12 pays d'Afrique subsaharienne francophone, l'initiative s'appuie sur 44 langues africaines qui commencent à être outillées pour l'enseignement. Environ 300 outils didactiques pour l'enseignement des disciplines linguistiques et non linguistiques ont été coconstruits et contextualisés : des guides d'orientation, notamment en lecture-écriture, en mathématiques, en sciences de la vie et de la terre et en histoire-géographie ainsi que des documents sur le transfert entre les langues nationales et le français accompagnés de fiches pédagogiques nationales.

Ces quatre dernières années, plusieurs dizaines de formations régionales et nationales de formateurs et d'enseignants ont eu lieu. Les pratiques ont été améliorées grâce à l'exploitation scientifique et didactique des résultats des recherches-actions sur l'enseignement bilingue en partenariat avec le programme APPRENDRE de l'AUF. Le partenariat avec la CONFEMEN-PASEC a permis de mener une évaluation des performances scolaires en lecture et en mathématiques des élèves des classes bilingues de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Togo.

Le nombre de plus en plus élevé de pays ayant fait le choix d'un enseignement bilingue exige la

conception d'outils spécifiques de planification pour accompagner la mise en œuvre du déploiement géographique et linguistique.

La poursuite du plaidoyer en faveur de l'enseignement bilingue requiert une fine évaluation des acquis des apprenants, afin de fournir aux décideurs des données fiables sur la plus-value de cette alternative pédagogique pour la qualité de l'éducation en Afrique. Ce sont les défis pour le futur.

Les synergies souhaitées entre les deux initiatives ELAN et IFADEM ont permis l'élaboration de trois livrets pour la formation de formateurs à distance. Elles accroîtront le nombre de bénéficiaires d'IFADEM en s'adressant aussi à des enseignants dont le français est la deuxième langue.

Agir en faveur de l'éducation des filles

Depuis la Conférence internationale pour l'éducation des filles et la formation des femmes tenue à N'Djamena, au Tchad, en juin 2019, un autre axe privilégié de l'action de l'OIF est l'éducation des filles (voir page 63).

 <https://youtu.be/rdwARxNXvoo>



Lancement de la plateforme RELIEFH à Dakar le 26 janvier 2021 : l'OIF, l'AUF et le Ministère de l'Éducation du Sénégal, ensemble, pour que l'égalité commence dès l'école

© ALEX THAREAL/OIF



Atelier régional de formation pour les leaders et les praticiens de l'EFTP (Enseignement et la formation techniques et professionnels) tenu à Dakar en juillet 2022

Contribuer à la transformation de la formation professionnelle et technique

Le programme « Formation et insertion des jeunes » (FIJ) a pour objectif de soutenir la transformation pédagogique amorcée par différents pays selon « l'approche par les compétences ». Dans ce cadre, l'IFEJ a assuré (en présence et à distance) la formation de 500 formateurs et conseillers en ingénierie et en pédagogie au Burundi, en Côte d'Ivoire, en Guinée, en Haïti, à Madagascar, au Togo et au Vietnam.

L'impact des formations des conseillers pédagogiques a permis de concevoir des programmes correspondant aux besoins des entreprises intimement associées à l'exercice d'élaboration des contenus.

En vue d'évaluer la performance des dispositifs de formation professionnelle et de permettre une meilleure régulation de l'offre de formation, l'IFEJ a développé la plateforme informatique INSERJEUNE. Cet outil innovant et peu coûteux permet d'orienter les jeunes vers les filières porteuses et d'améliorer la qualité des formations. Il vise également à mesurer le devenir des jeunes diplômés de l'éducation professionnelle et technique.

Un projet pilote de renforcement des compétences langagières en français de formateurs techniques de l'École d'hôtellerie-tourisme du Cabo Verde a été mené dans ce secteur économique porteur en vue de l'ouverture de classes bilingues français-portugais au sein de cet établissement.

INSERJEUNE EN CHIFFRES



Plateforme utilisée dans **207 centres** de formation de **14 pays**



215 conseillers d'orientation et d'insertion formés



70 cadres informaticiens formés à son utilisation



Nouer des partenariats pour l'innovation

L'IFEF est partenaire du bureau régional de l'UNESCO-Dakar, dans le cadre de l'Initiative panafricaine d'intégration du numérique dans les programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP), afin d'accompagner la création de l'écosystème nécessaire dans chaque pays pour accélérer la transformation numérique de cet enseignement. Dans ce cadre, l'IFEF a soutenu la formation de décideurs et de cadres ainsi que de praticiens de 15 pays d'Afrique, dont 11 membres de l'OIF.

L'IFEF est également partenaire du bureau de Dakar de l'UNESCO pour la coconstruction d'un modèle de simulation financière de la généralisation de l'enseignement bilingue.

Le centre régional KIX Afrique 21 est composé d'un consortium coordonné par l'IFEF qui comprend la CONFEMEN et l'AUF. Il a pour but d'aider 21 pays de l'espace francophone membres du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) à relever les défis en matière d'éducation. Il mobilise et responsabilise les équipes nationales autour d'activités de dialogue politique, de collecte d'innovations porteuses de changement qualitatif comme de production de données fac-

« KIX » (partage de connaissances et d'innovation) en chiffres

- ◆ **84 hauts cadres** de l'éducation impliqués pour l'ancrage institutionnel national
- ◆ **42 experts** mobilisés
- ◆ **Plus de 1 500 acteurs** de l'éducation formés
- ◆ **Plus de 500 cadres et praticiens** de l'éducation présents dans les espaces communautaires en ligne
- ◆ **13 ateliers** de dialogue politique
- ◆ **5 études** et projets de recherche en cours de finalisation

tuelles pour orienter efficacement les politiques publiques d'éducation. En 2020, une importante étude sur l'identification des priorités régionales en éducation a été réalisée.

ÉCONOMIE

Dans un monde globalisé, compétitif et transformé par la révolution numérique, l'espace francophone recèle des potentialités de développement encore non exploitées. Il s'agit pour les États et gouvernements membres de la Francophonie de dépasser les hétérogénéités existantes et de relever les défis d'une intégration intrarégionale, interrégionale et mondiale pour permettre une meilleure résilience face aux crises au profit de leurs populations. C'est dans cet esprit que l'OIF agit sur le terrain et dans l'environnement multilatéral, en application de ses Stratégies économique et numérique.

C'est autour de ces principes qu'a commencé à se bâtir un nouveau cadre volontariste, recentré, limité dans le temps et doté d'un mécanisme de suivi. Adoptée en novembre 2020 par la 37^e Conférence ministérielle de la Francophonie, la Stratégie économique pour la Francophonie 2020-2025 prône un renforcement des échanges économiques pour une prospérité durable au sein d'une Francophonie plus résiliente, solidaire, inclusive et innovante, afin, notamment, de tenir compte de la nécessité de corriger les faiblesses mises en évidence par la crise sanitaire.

LA FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE : DES INTENTIONS AUX ACTES

Du premier Forum économique (Hanoï, 1997) au Sommet de Dakar (2014), une prise de conscience du potentiel économique de l'espace francophone s'est progressivement fait jour. Depuis 2019, elle s'est traduite en initiatives novatrices autour de deux priorités :

- ◆ **La stimulation des échanges économiques entre pays francophones :** Alors qu'il est établi que la langue et la proximité culturelle constituent des facteurs favorables au commerce et aux partenariats économiques, nos États et gouvernements membres disposent d'une marge de progression considérable en la matière. Aux circuits d'échanges existants — régionaux ou articulés autour de chaînes de valeurs spécifiques, par exemple — peuvent s'ajouter, pour le plus grand bénéfice de nos populations, des coopérations intrafrancophones sud-sud ou tripartites ;
- ◆ **La volonté de soutenir et d'affirmer des propositions de valeurs « faites en Francophonie » dans une économie mondialisée et numérisée.**

Une plateforme francophone pour affronter la crise sanitaire et économique

Face à la situation sanitaire qui a entraîné une grave crise économique et sociale touchant l'ensemble de l'espace francophone, et plus particulièrement les pays déjà fragilisés, l'OIF a réagi en adaptant sa planification pour soutenir les innovateurs et les jeunes entreprises particulièrement menacées par les effets de cette crise.

L'initiative « *Plateforme Solidarité Covid 19* », lancée en mai 2020, a ainsi permis un partage de solutions concrètes et innovantes entre plus de 1 650 acteurs de terrain issus de 75 États et gouvernements. Parallèlement, une veille sur les pays francophones a permis de suivre l'impact de la crise dans l'ensemble des pays membres et les mesures de lutte et de protection mises en place pour appuyer les ménages et les entreprises.

DES PROJETS RESSERRÉS ET À PLUS FORT IMPACT

Parallèlement, pour gagner en efficacité, la programmation économique a été remodelée, passant notamment de plus de 70 activités, pour la plupart très circonscrites quant à leur impact, à essentiellement trois projets phares.

Les Missions économiques et commerciales

Ces missions visent à intensifier les échanges économiques au sein de l'espace francophone en permettant à des entreprises de toutes les régions de se rencontrer, d'échanger sur leurs projets de développement et d'investissement, et de nouer de nouveaux partenariats commerciaux, industriels et financiers.

À la faveur de la réouverture des frontières et de la reprise des voyages d'affaires après-covid 19, deux missions ont été organisées en 2022 sous la conduite de la Secrétaire générale et de l'Administrateur de l'OIF. D'abord en Asie du Sud-Est, au Cambodge et au Vietnam, en mars 2022, puis en Afrique centrale et de l'Est, au Gabon et au Rwanda, en juillet 2022. Elles se sont concentrées sur les secteurs de l'agro-industrie, des énergies renouvelables et des biens et services numériques, porteurs de croissance et d'emploi pour l'avenir.

Démontrant l'intérêt de telles rencontres d'affaires, plus de 200 entreprises et entités économiques venant de plus de 30 pays membres d'Afrique, d'Amérique du Nord, d'Asie, des Caraïbes, d'Europe et de l'océan Indien se sont déplacées pour échanger avec près de 700 entreprises du Vietnam, du Cambodge, du Gabon et du Rwanda lors de plus de 2 000 rencontres d'affaires bilatérales, dans les secteurs ciblés. Elles ont donné lieu à la signature de plus de 50 contrats et de commandes pour une valeur totale de plusieurs millions d'euros, ainsi qu'à une quinzaine de mémorandums d'entente et de lettres d'intention de collaboration entre structures d'appui au développement international des entreprises.



Rencontre d'affaires entre un participant de la Mission économique et commerciale venu de Madagascar et une entreprise locale du Rwanda du secteur de l'agro-industrie



Visite du complexe agro-industriel du Gabon, minoterie de dernière génération spécialisée dans la production de la farine de blé, de semoule et d'aliments pour bétail à Libreville



Cérémonie d'ouverture du Forum économique de haut niveau à l'occasion de la 1^{re} Mission économique et commerciale de la Francophonie au Vietnam (Hanoï, 24 mars 2022)

Les Pionnières de l'entrepreneuriat francophone

Ce projet de soutien aux jeunes petites et moyennes entreprises (PME) francophones innovantes et créatives à fort potentiel accompagne le développement des compétences des jeunes entrepreneurs et favorise leur accès à des investissements.

Il s'agit de leur fournir des moyens pour changer d'échelle grâce à un accompagnement sur mesure : un appui opérationnel personnalisé, un mentorat individuel dispensé par des experts en investissement, des conférences thématiques et une aide au développement entrepreneurial et à la levée de fonds. La première phase du projet a permis à une première cohorte de 32 entreprises provenant de 13 pays de l'espace francophone de bénéficier de cet appui. Parmi elles, 62 % sont dirigées par des femmes et 71 % par des jeunes de moins de 35 ans. Elles interviennent majoritairement dans les secteurs de l'agro-industrie et des industries culturelles, mais aussi dans l'éducation, l'environnement et le développement durable, la santé, et le numérique et la technologie. À l'issue de la phase d'accompagnement, plus de 55 % étaient engagées mi-2022 dans un parcours de levée de fonds,



un quart avaient levé près de 666 000 euros et près de 20 % étaient en bonne voie de lever des fonds pour plus de 1,1 million d'euros.

Les complémentarités d'affaires entre Les Pionnières et le réseau de partenaires de référence auxquelles elles ont accès contribuent à ce succès, en leur permettant de saisir des opportunités au niveau national, régional et international.

Le programme D-CLIC

Il vise à former une génération de jeunes, prioritairement des jeunes femmes, au numérique et à ses métiers dans les pays en développement, afin de leur permettre d'être de véritables acteurs et pas seulement des consommateurs numériques. Ils et elles porteront ainsi leurs propres propositions de valeurs et, par conséquent, permettront à leur pays de compter sur la carte de l'économie numérique de demain. Au terme de chacune de ces formations certifiantes, un « Forum D-CLIC Pro » est organisé avec le secteur privé et les acteurs publics, afin que chaque jeune formé trouve un emploi au plus près de ses compétences. (voir page 53).

UNE PERTINENCE ET UNE VISIBILITÉ ACCRUES DE L'OIF DANS LES MILIEUX ÉCONOMIQUES

Événements internationaux

Les partenariats ont été facilités par l'organisation d'activités en marge d'événements internationaux, qui leur offrent une large exposition, comme celles organisées autour d'« Investir en Francophonie » à Dubaï ou au salon Vivatech à Paris.

L'Exposition universelle 2020 de Dubaï a été l'occasion de faire la promotion de l'attractivité de

La Francophonie s'installe au salon Vivatech



En 2022, l'OIF a été présente pour la 3^e fois depuis 2019 au salon Viva Technology, dédié à la transformation numérique et aux innovations technologiques. Cette présence a permis de promouvoir cinq « pionnières », une entreprise inscrite sur la Plateforme Solidarité Covid 19 et deux opérateurs du programme D-CLIC. Le stand de l'OIF a connu beaucoup d'affluence avec la visite de hautes personnalités de plusieurs pays membres.



« Investir en Francophonie » à Dubai Expo 2020

l'espace francophone pour les investissements directs étrangers, lors d'un événement organisé en février 2022 en collaboration avec l'ONUDI et les réseaux économiques (FFA, RIAFPI et CPCCAF). Cet événement, auquel ont participé une centaine d'entreprises et d'investisseurs, a également permis de mettre en valeur les trois projets phares de l'OIF.

Un environnement et des réseaux économiques francophones renforcés

Afin d'améliorer la compétitivité des économies francophones, un travail spécifique de renforcement de capacités et d'accompagnement des pays a été mené, notamment dans les domaines du commerce électronique et du droit des investissements internationaux (en particulier autour de l'enjeu crucial du règlement des différends entre investisseurs et États). En partenariat avec des organisations internationales spécialisées (OMC, CNUCED, CNUDCI, OHADA, ZLECAF), l'OIF s'affirme ainsi comme un acteur qui compte dans la facilitation du commerce et la stimulation du développement économique.

Dans le même temps, l'OIF s'est engagée auprès des réseaux économiques francophones tels que le Réseau international des agences francophones pour la promotion des investissements (RIAFPI), le Réseau Normalisation et Francophonie (RNF) ou encore le Forum francophone des affaires (FFA) ou la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF).

À cet égard, il faut souligner la naissance d'un nouveau réseau de poids avec l'Alliance des patronats francophones, constituée à Tunis en mars 2022 à la suite d'un appel lancé par plusieurs organisations patronales, dont le MEDEF et UTICA, lors de la première Rencontre des entrepreneurs francophones (Paris, août 2021). L'OIF est fière d'accompagner l'Alliance dans ses travaux, afin de favoriser l'émergence de cet espace francophone dynamique qu'appellent de leurs vœux États et entrepreneurs.

NUMÉRIQUE

Dès le début de son mandat, en lien avec les États et gouvernements, la Secrétaire générale de la Francophonie a fait de la transformation numérique une priorité de son action. L'ensemble des acteurs de la Charte de la Francophonie partagent le constat que le développement des pays francophones ainsi que l'avenir de la langue française passent par une transformation numérique plus inclusive favorisant notamment l'appropriation des bénéfices des technologies numériques par les populations.

C'est dans cette optique que le Groupe de travail sur le numérique mis en place en janvier 2020 a contribué à l'actualisation de la Stratégie de la Francophonie numérique tout en insufflant un nouvel élan à la coopération dans ce domaine. Tenant compte des défis et des opportunités en matière de numérique ainsi que du bilan de la précédente Stratégie arrivée à échéance fin 2020, cinq axes d'intervention ont été définis

pour favoriser l'accélération de la transformation numérique dans l'espace francophone, en ciblant en particulier les jeunes, les femmes et les populations en situation de vulnérabilité.

La crise sanitaire a confirmé la pertinence de ces axes en mettant en exergue la nécessité d'intensifier la coopération, afin de construire un espace numérique francophone plus inclusif contribuant au développement humain, économique et social.

Telle est l'ambition de la nouvelle Stratégie de la Francophonie numérique 2022-2026, confortée notamment par les conclusions de la 2^e Rencontre du Réseau francophone des Ministres chargés de l'Économie numérique (RFMEN) lancé en marge du Sommet d'Erevan (2018), qui s'est tenue à Cotonou les 2 et 3 septembre 2021 sous la présidence du Bénin et avec l'appui de l'OIF.

CINQ AXES D'INTERVENTION POUR CONSTRUIRE UN ESPACE NUMÉRIQUE FRANCOPHONE PLUS INCLUSIF AU SERVICE DE L'HUMAIN

AXE 1

Contribuer à la réduction de la fracture numérique et améliorer l'accès au numérique pour les populations de l'espace francophone

AXE 2

Améliorer l'acquisition de compétences numériques, en particulier par les jeunes, les femmes et les personnes en situation de vulnérabilité

AXE 3

Renforcer les politiques publiques numériques

AXE 4

Améliorer la « découvrabilité » des contenus numériques francophones

AXE 5

Stimuler l'innovation au service de l'humain et encourager un développement et un usage inclusifs des technologies numériques — telle l'intelligence artificielle — qui soient responsables et respectueux des droits de l'Homme.



Rencontre du Réseau francophone des Ministres chargés de l'Économie numérique (RFMEN) à Cotonou, le 29 août 2021

À travers cette stratégie adoptée par la CMF du 10 décembre 2021¹, les acteurs de la Charte de la Francophonie se sont engagés à mettre en œuvre des synergies pour accélérer la transformation numérique comme vecteur de développement, de solidarité et de connectivité dans l'espace francophone.

Un plan d'action mobilisant les États et gouvernements, l'OIF, l'APF, les opérateurs et les conférences ministérielles permanentes a été élaboré en 2022 pour accroître son impact.

La Francophonie numérique en actions

Dès le début de la mise en œuvre de cette nouvelle Stratégie, l'accent a été mis sur des projets phares à fort impact comme « D-CLIC, formez-vous au numérique avec l'OIF », qui consiste à améliorer les compétences des jeunes, afin de favoriser leur insertion professionnelle.

¹ https://www.francophonie.org/sites/default/files/2021-12/SFN_CMF_39_10122021.pdf

Près de 1 300 personnes, dont 50 % de femmes, ont ainsi bénéficié de la phase pilote en 2022.

À travers le déploiement élargi de D-CLIC ainsi que la poursuite de l'appui à l'entrepreneuriat technologique, la Francophonie compte contribuer davantage à faire de la transformation numérique un vecteur d'autonomisation et d'employabilité.



Dans le contexte de l'évolution rapide du numérique — qui interpelle la Francophonie quant à la construction d'un espace inclusif, responsable, solidaire, sain et sécurisé favorisant la diversité culturelle et linguistique, et consolidant la souveraineté des pays francophones dans le respect du droit international et des valeurs de la Francophonie — l'OIF a également lancé un volet de renforcement de capacités des agents publics francophones (diplomates et fonctionnaires nationaux) à la gouvernance du numérique, à travers notamment :

- La mise en place de formations adaptées en français pouvant se poser en modèle en vue de leur réplcation ;
- La production de publications de référence, afin d'éclairer l'action des décideurs francophones.

Une approche partenariale renouvelée en faveur de la transformation numérique

Pour un plus grand impact de son action, l'OIF a également développé sa coopération avec des acteurs régionaux et internationaux actifs dans la transformation numérique, à l'instar de l'alliance Smart Africa (accord de coopération signé en

2020) et de l'Union internationale des télécommunications (statut de membre de secteur en tant qu'organisation internationale).

S'appuyant sur sa propre valeur ajoutée, et en lien avec ses écosystèmes, la Francophonie œuvre ainsi pour faire entendre la voix francophone lors des événements majeurs liés à la transformation numérique et à l'innovation technologique.

Par exemple, l'OIF a participé à la 8^e Conférence mondiale des télécommunications (CMDT), tenue à Kigali (Rwanda) et en ligne en juin 2022, en organisant un webinar intitulé « la Francophonie numérique au service de la jeunesse », portant ainsi la voix des jeunes francophones au Sommet de la Jeunesse « Génération connectée ».

À cette même occasion, l'OIF a rejoint la coalition pour le numérique « Partner2Connect », dont l'objectif est d'atteindre la connectivité universelle en 2030, et s'est engagée à constituer une plateforme multipartite pour contribuer à l'accélération de la transformation numérique, en appui au développement de solutions innovantes et durables pour une coopération inclusive et solidaire, au profit des populations de l'espace francophone.

DES PUBLICATIONS DE RÉFÉRENCE POUR ÉCLAIRER L'ACTION DES DÉCIDEURS FRANCOPHONES

Dans un contexte de constante évolution du numérique, porteur d'opportunités et de défis, l'OIF a lancé et soutenu la publication de rapports, guides et lettres d'information en français dans ce domaine, notamment :



Crise de la covid 19 et fracture numérique dans l'espace francophone ; renforcer l'inclusion et la souveraineté numérique pour une plus grande résilience

Les métiers du numérique dans l'espace francophone ; enjeux et opportunités de formation et d'insertion professionnelle pour les jeunes et les femmes

L'intelligence artificielle dans les industries culturelles et créatives ; Panorama des technologies, expertises et bonnes pratiques dans l'espace francophone

État des lieux de la « découvrabilité » et de l'accès aux contenus culturels francophones sur internet

Lettres d'information sur l'actualité de la gouvernance numérique

DÉVELOPPEMENT DURABLE

D'ici 2030, pour atteindre les 17 ODD, l'humanité doit changer de paradigme en vue de renforcer la protection de la diversité biologique, freiner la dégradation des terres et limiter le réchauffement climatique.

Dans le troisième et dernier volet de son sixième rapport d'évaluation publié le 4 avril 2022, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) rappelle que pour avoir une chance de limiter le réchauffement à 1,5 ou 2 degrés supplémentaires, « des réductions de gaz à effet de serre rapides, profondes et la plupart du temps, immédiates dans tous les secteurs » sont indispensables.

Ces orientations fondent la mission de l'IFDD, organe statutaire de l'OIF basé à Québec, qui est d'inspirer le changement à nos 88 États et gouvernements en renforçant la coopération au service de la transition énergétique et, plus généralement, du développement durable.

L'IFDD est actif dans le domaine de l'énergie renouvelables (IRENA), dans le cadre du Forum politique de haut niveau sur le programme de développement durable à l'horizon 2030 et dans les négociations internationales sur le climat et la diversité biologique.

LES FRANCOPHONES ENSEMBLE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Près de 1 200 négociateurs, dont 550 négociatrices en moyenne, de plus d'une cinquantaine de pays sont formés chaque année par l'IFDD. Un pavillon de la Francophonie abrite environ 60 événements francophones à la Conférence annuelle sur le climat (CdP), favorisant ainsi la participation de nos États et gouvernements et la présence de la langue française. Il a accueilli plus de 7 000 visiteurs à Glasgow en 2021. Le contenu du pavillon est accessible également en ligne : <https://epavillonclimatique.francophonie.org>.

La concertation des Ministres chargés de la lutte contre les changements climatiques organisée en marge de la Conférence de Glasgow a appelé à un renforcement de l'appui, afin de réduire la barrière linguistique, mieux partager l'expertise et soutenir le montage de projets pour accéder à la « finance climat ».

Pour répondre à ce dernier besoin crucial, un portail numérique francophone, lancé à Charm el-Cheikh en Égypte lors de la CdP27, s'adresse aussi bien aux pays qu'aux acteurs non étatiques. Il renforce les capacités en français de ses usagers, met à disposition des outils d'auto-diagnostic pour analyser l'éligibilité des projets et accompagne le montage de dossiers.

VISIBILITÉ DE L'ACTION CLIMATIQUE DES ÉTATS ET GOUVERNEMENTS DE LA FRANCOPHONIE LORS DE LA CDP26 DE GLASGOW (2021)

Un pavillon aménagé pour la Francophonie	60 initiatives et projets des acteurs francophones valorisés
	7 000 visites au pavillon de la Francophonie
	3 743 participants grâce au e-pavillon de la Francophonie
Une mobilisation du public sur les enjeux climatiques	84 100 personnes touchées par la communication de l'OIF

RÉDUCTION DE LA BARRIÈRE LINGUISTIQUE EN MATIÈRE DE PRISE DE DÉCISION ENVIRONNEMENTALE

Mise en place de cadres de concertation	761 décideurs , dont 10 ministres ont acquis des connaissances et décrypté les enjeux environnementaux négociés
Plus de femmes dans les sphères de décision	180 négociatrices formées et intégrées dans les délégations nationales
Mise à disposition d'outils	4 outils d'aide à la négociation (guides des négociations)

SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT VERT DES JEUNES

Un outil pour guider les jeunes	Plus de 400 jeunes inscrits sur la plateforme JeClimatE pour monter leurs projets d'entrepreneuriat vert
Une foire francophone sur le recyclage des déchets	6 580 visiteurs et plus de 300 jeunes porteurs d'innovations et de projets mobilisés



Pavillon de l'IFDD/OIF à la CdP26 de Glasgow

VERS LE PASSAGE À L'ÉCHELLE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Depuis 2019, la transformation de l'IFDD s'est traduite par un recentrage de ses actions autour des priorités stratégiques et l'introduction du numérique dans les actions de formation. Ainsi, pendant cette période, plus de 245 000 personnes ont été formées en ligne, dont 85 % de jeunes.

Sur le terrain, l'IFDD a soutenu plus de 300 porteurs de projets de recherche et d'innovation en matière de technologies environnementales, dont 115 en Haïti, 15 en RDC et 15 au Cameroun. Des projets ont également été appuyés en Afrique de l'Ouest, pour rendre opérationnels les ODD dans les collectivités locales, et dans l'océan Indien, autour du tourisme durable dans nos

petits États insulaires en développement. Près de 600 000 personnes ont été ainsi directement accompagnées.

L'IFDD a mobilisé en quatre ans près de 8 millions d'euros auprès de divers partenaires, États membres ou organisations (UE, UEMOA), doublant ainsi son budget annuel. Il est éligible aux fonds de l'UE et de l'ACP-UE, et partenaire de la mise en œuvre du Fonds vert Climat, ce qui lui a permis d'appuyer quatre pays pour le dépôt de dossiers auprès de ce Fonds. Les dossiers du Bénin et d'Haïti ont abouti, et ceux de la RCA et du Tchad sont en instruction. Un dossier régional porté par les pays du bassin du Congo est en cours de montage.

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE AU CŒUR DES ENJEUX DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE APRÈS-COVID 19

La pandémie a eu de fortes répercussions sur les économies de nos pays membres. Le pacte adopté lors de la CdP26 de Glasgow place la relance fondée sur la neutralité carbone des modèles économiques au cœur des priorités stratégiques. Avec l'ambition annoncée de sortir des énergies fossiles (hydrocarbures et charbon minéral) à l'horizon 2030, la transition énergétique devient un enjeu crucial, attisé par le conflit en Ukraine qui a entraîné une inflation exponentielle. L'IFDD appuie les pays membres dans l'élaboration de politiques sectorielles éclairées permettant de maîtriser les données et de promouvoir l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Cet appui a permis en particulier aux huit pays de l'UEMOA de développer des systèmes d'information énergétique au niveau national et régional, et d'adopter et de déployer des directives sur l'efficacité énergétique dans les bâtiments neufs et les appareillages électroménagers. Cette expérience est à capitaliser et à élargir à d'autres régions comme l'Afrique centrale.

La formation des décideurs et des cadres des ministères et des sociétés énergétiques permettra aux pays d'engager les réformes nécessaires au niveau réglementaire et législatif.

LA FRANCOPHONIE, ACTEUR MAJEUR EN FAVEUR DU CLIMAT DANS LE CADRE DE LA DÉCENNIE MONDIALE DES ODD 2020-2030

1. Accompagnement des États pour la participation au Forum politique de haut niveau :

- Partage de bonnes pratiques sur l'intégration des ODD dans les plans nationaux de développement
- Préparation aux examens nationaux volontaires des Nations unies : 95 % des pays membres les ont passés au moins une fois
- Rencontre annuelle des « points focaux développement durable » d'une trentaine de pays membres (à Dakar en 2019, à distance en 2021 et en Andorre en 2022)

2. Appui aux collectivités locales pour l'élaboration des plans locaux de développement durable :

- Mise en œuvre de projets prioritaires à impact rapide au profit des jeunes et des femmes
- 30 projets conduits en Amérique du Nord, Afrique de l'Ouest et dans l'océan Indien
- Pour passer à l'échelle, une plateforme numérique d'outils de planification des ODD qui pourra toucher des milliers de collectivités à travers des partenariats avec l'AIMF et les Cités et gouvernements locaux unis (CGLU)

3. Soutien aux organisations de la société civile (OSC) en faveur des ODD et des projets phares de l'OIF :

- Quatre appels à projets en faveur des OSC contribuant à la mise en œuvre des ODD, avec l'appui de la France depuis 2019 et du Canada-Québec et de l'Andorre depuis 2021. Les trois premières éditions ont permis de soutenir 41 projets dans 20 pays au bénéfice de 45 000 personnes. La quatrième édition en cours devrait permettre de soutenir environ 25 OSC
- Des formations en plaidoyer et en montage de projets intégrant notamment l'égalité femmes-hommes (ODD5) ont été proposées à 47 OSC, dont 32 étaient accréditées auprès de la COING. Une formation à la recherche de financements et à la gestion de partenariats est en cours de déploiement en 2022 au bénéfice de 120 OSC
- La participation d'OSC à de grands événements internationaux à l'instar du Forum mondial 3 zéro (septembre 2022) et de la CdP27 (novembre 2022)



À Zé, au Bénin, l'association Bénin Révélation Stars forme 20 jeunes au montage, à l'installation, et à la maintenance de panneaux solaires. L'objectif est de favoriser l'accès de 20 ménages habitant dans les régions montagneuses isolées à l'électricité, mais aussi de permettre aux jeunes de créer leur entreprise à l'issue de la formation.

LE MOUVEMENT UMUGANDA FRANCOPHONE



Umuganda : en kinyarwanda, « apporter sa contribution à la communauté »

- Né de la consultation des jeunes à l'occasion du 50^e anniversaire de la Francophonie (voir page 60) qui aspirent à « vivre dans un environnement sain » et mettent en avant la nécessité et l'urgence ;
- Lancé par une opération à Kigali (Rwanda) le 21 mai 2022, le mouvement vise à généraliser les « bonnes pratiques » en matière de protection de l'environnement et, plus globalement, de promotion du développement durable ;
- L'objectif est la prise de conscience à tous les niveaux :
- Changement des habitudes individuelles (gaspillage, gestion des déchets, prévention de la pollution et protection de l'environnement) ;
- Politiques fortes des États et gouvernements ;
- Des milliers de jeunes de tout l'espace francophone sont et seront invités à suivre ce mouvement.

L'INITIATIVE FRANCOPHONE POUR LE BASSIN DU CONGO : UNE ACTION STRATÉGIQUE

Le bassin du Congo

- 1,6 million de kilomètres carrés de forêt tropicale humide
- 2^e (voire 1^{re}) réserve mondiale de séquestration de carbone
- Région cruciale pour la limitation du réchauffement global de la planète à 1,5 °C (CdP26)
- 10 % de la biodiversité mondiale
- 30 % de réserves africaines d'eau douce
- 34 % de réserves mondiales de minerais précieux (or, cuivre)
- Impacts majeurs pour atteindre les ODD dans les 16 pays membres et pour subvenir aux besoins des 384 millions d'habitants de la région
- 30 milliards de tonnes de tourbières découvertes en 2017, dont la mise à nu remettrait en cause tous les engagements de l'Accord de Paris sur le climat
- Enjeu planétaire peu connu qui mérite la mobilisation de la solidarité interna-

tionale au profit des populations dépositaires de ce patrimoine de l'humanité

L'initiative de la Francophonie

- Une contribution au Plan d'investissement du fonds bleu du bassin du Congo, porté par les Chefs d'État de 16 pays membres de la CCBC, dont 10 membres de la Francophonie
- Le portage politique de la Secrétaire générale en tant que « marraine »
- Un appui à l'opérationnalisation du Centre des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Afrique centrale (CEREEAC) en partenariat avec l'ONUDI et la CEEAC
- L'accompagnement des pays dans l'accès à la « finance climat »
- Un Forum de la société civile (21 et 22 juin 2022) pour l'appropriation des enjeux et défis
- Après l'adoption du plan, un plaidoyer pour la mobilisation des ressources

JEUNESSE

L'avenir de la Francophonie est entre les mains de sa jeunesse qui représente dans beaucoup de pays plus de 70 % de la population. Forte de ce constat, la Secrétaire générale a adressé un appel à une mobilisation urgente, déterminée et concrète en faveur de la jeunesse francophone lors de la CMF de Monaco (2019).

À cet effet, à l'occasion de son 50^e anniversaire, l'OIF a lancé la grande consultation citoyenne de la jeunesse « La Francophonie de l'avenir ». Achevée en juillet 2020, elle a permis de mieux appréhender la vision, les attentes et le sentiment d'appartenance à la Francophonie de 10 500 jeunes qui



ont répondu à l'enquête (dont 51 % de femmes) issus de 134 pays, dont 83 membres. Au terme de la consultation, trois priorités ont été identifiées par les jeunes : avoir un emploi, accéder à une éducation de qualité et vivre dans un environnement sain.

À l'issue de cette réflexion, la jeunesse est devenue, en plus d'un public cible prioritaire, un vrai moteur transversal de l'action de l'OIF. Ainsi, l'organisation a placé cette priorité au cœur de sa programmation. Depuis 2019, on estime à environ 5 millions le nombre de jeunes bénéficiaires directs de l'ensemble des actions de coopération de l'OIF.

Radio Jeunesse Sahel



Une radio faite « avec, par et pour » les jeunes, dont le contenu est diffusé sur les ondes via un bouquet satellite et Internet pour renforcer l'implication des jeunes dans la construction du « vivre ensemble » dans la région du Sahel.

Lancée en 2020, Radio Jeunesse Sahel (RJS) est transnationale, généraliste et non commerciale. Elle concerne les cinq pays de la région du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). Le projet est mis en œuvre en partenariat avec le secrétariat du G5 Sahel, cofinancé par l'Union

européenne (UE) et avec le soutien de l'APF. Son siège est à Ouagadougou, et elle dispose de quatre stations nationales dans les autres pays du G5 Sahel.

RJS est destinée principalement à un public d'entre 15 et 35 ans et diffuse ses programmes en français, arabe, bamanakan, peulh, mooré et haoussa. Elle propose une offre de contenus différente de celle des chaînes existantes : de l'information, des programmes interactifs et des émissions de divertissement. Une consultation de 1 000 jeunes a contribué à l'élaboration des contenus, de la ligne éditoriale et de l'identité de la radio. Un comité consultatif de 17 jeunes de la région participe à la mise en œuvre du projet.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie jeunesse de la Francophonie (2015-2022), de nombreuses actions de synergie avec les acteurs de la Charte de la Francophonie, parties prenantes de cette Stratégie, ont été menées, notamment dans le domaine parlementaire (parlement francophone des jeunes, jeunes parlementaires), celui de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche (Confemen, AUF, Université Senghor) ou encore du sport (Confejes).

CC3PJ



À l'initiative de l'OIF, un Certificat en conception et pilotage des politiques publiques en faveur de la jeunesse (CC3PJ) a été lancé, en mai 2021, en partenariat avec l'Université Senghor à Alexandrie, opérateur du projet et la Confejes. La première session de cette formation en ligne a touché 53 cadres de 19 États (dont 20 femmes) aux enjeux des politiques publiques de la jeunesse via un cursus d'une durée de 60 heures.



En partenariat avec la société nationale de l'Acadie (SNA) et avec la Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick (FJFNB), l'OIF a organisé, en décembre 2021, un symposium international qui visait à poser les jalons d'un dialogue renouvelé entre l'OIF et les organisations de jeunesse de l'espace francophone ainsi que les organisations de jeunesse entre elles.



Le gala des lauréats des Jeux de la Francophonie en Côte d'Ivoire en 2017

© OIJF

MODERNISER LES JEUX DE LA FRANCOPHONIE ET PRÉPARER LA IX^E ÉDITION À KINSHASA

Pour répondre à la demande de la CMF de Monaco (2019), la Secrétaire générale a lancé une réflexion approfondie sur les Jeux de la Francophonie, avec, comme objectifs, de renouveler leur fonctionnement, de moderniser leur gouvernance et de renforcer leur visibilité sur la scène internationale. Ce processus, qui répond à des exigences de cohérence et d'agilité, s'inscrit dans le contexte global de la transformation de l'OIF.

À la suite des réflexions préliminaires menées notamment à travers un séminaire d'experts, le CPF de novembre 2021 a adopté les statuts rénovés du Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF), qui proposent un nouveau modèle de gouvernance. Le nouveau conseil d'orientation du CIJF est désormais composé majoritairement d'experts, dont les recommandations sont soumises aux instances de l'OIF pour décision.



JEUX DE LA FRANCOPHONIE
JEUNESSE, ARTS ET SPORTS

Le CPF de juin 2022 a adopté les nouvelles règles des Jeux qui encadrent de manière plus précise l'organisation de l'événement, tout en offrant plus de souplesse dans le choix des disciplines.

Dorénavant, les Jeux permettront une meilleure articulation avec les politiques nationales, des partenariats facilités avec les fédérations internationales et une ouverture aux nouvelles tendances sportives et culturelles, comme le sport électronique. Le nouveau cahier des charges des prochaines éditions des jeux répond à une approche sectorielle, qui prend en compte les exigences administratives et techniques requises *a minima* pour l'organisation

de Jeux de qualité. Une charte éthique et une charte de développement durable inscriront l'héritage des Jeux dans le respect des normes internationales.

Pour rappel, les IX^{es} Jeux de la Francophonie se tiendront à Kinshasa, en République démocratique du Congo du 28 juillet au 6 août 2023. Les prochaines éditions se tiendront respectivement en 2027 et 2031.

ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Les femmes ont le pouvoir de transformer les sociétés, une contribution dont le monde ne saurait se passer. Il se trouve cependant qu'elles vivent, pour la plupart d'entre elles, dans des sociétés régies par des normes et des stéréotypes, dont découlent plusieurs inégalités et discriminations. Elles ont notamment un accès contraint à l'éducation, des barrières multiformes à leur pleine expression et au développement de leur potentiel, qui les placent dans des situations défavorisées. Pour toutes ces raisons, l'OIF a l'égalité entre les femmes et les hommes au cœur de son action.

À la suite de l'adoption au Sommet d'Erevan (2018) de la Stratégie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles, la Secrétaire générale, soucieuse de l'impact des actions menées sur le terrain par l'OIF, a souhaité mettre un accent particulier sur deux axes de la Stratégie : l'éducation et la formation de qualité des femmes et des filles, et leur autonomisation économique dans la perspective du développement durable et de la croissance inclusive.

Dans le domaine de l'éducation, des lignes directrices pour promouvoir l'éducation des filles et la formation des femmes ont été définies lors de la Conférence internationale sur l'éducation des filles et la formation des femmes organisée conjointement par la Francophonie et la République du Tchad les 18 et 19 juin 2019, à N'Djamena. Dans ce cadre, l'OIF a mis en place, en janvier 2021, le portail numérique RELIEFH.

RELIEFH – Portail de ressources éducatives libres pour l'égalité entre les femmes et les hommes



RESSOURCES ÉDUCATIVES LIBRES POUR L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Une plateforme numérique permettant la recherche, l'échange et le partage de ressources et de bonnes pratiques entre les pays de l'espace francophone pour la promotion de l'égalité dans le domaine de l'éducation. Pour les enseignants et les personnels d'encadrement :

- 360 ressources et bonnes pratiques provenant de 40 pays
- 50 d'entre elles développées par l'OIF (IFEF et CREF)
- 60 bonnes pratiques collectées
- des vidéos de sensibilisation
- une formation qui a déjà bénéficié à 2 600 enseignants



En réponse à la covid 19 et dans un contexte inédit, à l'initiative de la Secrétaire générale, l'OIF a créé et lancé en juillet 2020 le Fonds de solidarité « La Francophonie avec Elles » en soutien à l'autonomisation économique des femmes grâce à une mobilisation de ressources rapide auprès de ses États et gouvernements membres. Des

Fonds La Francophonie avec Elles

Première édition (2020)

59 projets soutenus dans 20 pays pour un montant total de près de 3 millions d'euros

Deuxième édition (2021)

84 projets soutenus dans 27 pays pour un montant total de près de 3,3 millions d'euros

Troisième édition (2022)

En cours. Une trentaine de projets seront soutenus

Résultats :

- ◆ 4 360 activités génératrices de revenus ont été créées ou renforcées, notamment dans les secteurs de l'agriculture, du commerce ou de l'artisanat, permettant à des femmes de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles
- ◆ 14 631 femmes de 20 pays, notamment en Afrique, dans les Caraïbes et au Liban, ont bénéficié de formations sur l'entrepreneuriat, l'alphabétisation, les activités génératrices de revenus et le numérique
- ◆ Ce sont près de 41 378 bénéficiaires qui ont été indirectement impactés

subventions sont ainsi octroyées à des femmes et des filles bénéficiaires à travers des organisations de la société civile implantées localement, pour des projets déployés sur le terrain mettant en œuvre des approches participatives et inclusives, et en exploitant des savoirs propres aux femmes.



Échanges en mars 2021 entre la Secrétaire générale et Mme Ablavi AHONHEDE, commerçante ayant suivi une formation de renforcement de capacités dans le domaine économique en vue de développer son commerce localisé à Lomé (Togo). Grâce au Fonds, elle a également reçu un microcrédit qui lui a permis de réapprovisionner son commerce et d'en relancer l'activité en sortie de crise pandémique.

Formation de femmes ouvrières migrantes dans la province de Hanoï (Vietnam) dans le cadre du projet porté par l'organisation locale Center for Development and Integration (CDI), qui vise à les former sur leurs droits du travail et la recherche d'un travail décent.



Par ailleurs, l'engagement de la Secrétaire générale sur cette priorité stratégique qu'est l'égalité femmes-hommes se reflète dans son plaidoyer, ses prises de parole en public et les manifestations soutenues ou organisées par l'OIF, que ce soit dans le cadre du forum Génération Égalité (FGE), événement mondial majeur dans ce domaine en 2021, de la Commission de la condition de la femme (CCF) du Conseil économique et social des Nations unies ou des éditions successives de la Journée internationale des femmes.

Depuis 2021, la Secrétaire générale coordonne également la branche parisienne de l'initiative

des Champions internationaux de l'égalité des sexes (IGC – International Gender Champions), un réseau de leaders déterminés à œuvrer ensemble pour contribuer à promouvoir l'égalité.

La Conversation francophone sur la lutte contre les mariages précoces et forcés (voir page 70) a également permis des échanges constructifs sur les avancées et les obstacles persistants dans ce domaine. L'objectif de la Conversation, qui était d'identifier les initiatives positives et les expériences réussies pouvant contribuer à faire reculer ces pratiques traditionnelles préjudiciables, a été atteint.

UNE VISIBILITÉ À L'INTERNATIONAL

LE CINQUANTENAIRE DE LA FRANCOPHONIE

Le 20 mars 2020 était la date du 50^e anniversaire de la Francophonie institutionnelle. Un événement attendu et qui devait être célébré à Paris, avec un grand événement rassemblant la jeunesse, ainsi qu'à Niamey, berceau de la Francophonie, pour les célébrations officielles. Malheureusement, l'année 2020 a vu tous ses événements annulés en raison de la pandémie de covid 19 qui a secoué le monde.

Cependant, malgré ces circonstances inédites, la Secrétaire générale de la Francophonie a souhaité que les éléments essentiels de la campagne lancée par l'OIF autour du thème de la jeunesse soient maintenus.

LA CAMPAGNE #FRANCOPHONIEDELAVERNIR

Ils étaient neuf, mais ils auraient pu être des centaines. Originaires des cinq continents, entre 22 et 36 ans, et portant, chacun dans leur domaine respectif, un ou plusieurs projets. Entrepreneurs, universitaires, fondateurs d'associations, activistes, ils s'engagent avec force et passion. À travers cette série de portraits, l'OIF a porté une campagne internationale intitulée « La Francophonie de l'avenir » qui a été visible pendant plusieurs semaines dans les transports parisiens ainsi que dans la presse.



@JENYBSG FAIT DANSER LA FRANCOPHONIE

Pendant le mois de mars 2020, la danseuse et chorégraphe belge, originaire de la République démocratique du Congo, Jennifer Mboyo Bonsenge, alias Jeny Bsg, a fait danser les francophones via son #défrancophonie, décliné en plusieurs vidéos tutorielles. Riche d'une communauté en ligne de plusieurs milliers de francophones, l'influenceuse, révélée au grand public en 2019, a proposé aux internautes de s'approprier ses chorégraphies, de se filmer en train de les reproduire et de publier les vidéos sur les réseaux sociaux via le #défrancophonie. Cette initiative a dépassé le million de vues sur les réseaux sociaux et a permis de récolter un très grand nombre de contributions de jeunes provenant de tout l'espace francophone [Belgique, Burundi, Cameroun, Congo, Égypte, États-Unis, France (Mayotte et Réunion), Gabon, Haïti, Liban, RDC, etc.].

SOIRÉES FRANCOPHONES « EN FRANÇAIS S'IL VOUS PLAÎT »



Afin de donner à la Francophonie institutionnelle davantage de visibilité sur la scène internationale, la Secrétaire générale de la Francophonie a souhaité renforcer la présence de notre organisation, autour et pendant les grands rendez-vous mondiaux, avec des moments de convivialité organisés autour d'artistes illustrant la diversité culturelle de l'espace francophone.

Ainsi, sous son impulsion, il a été décidé, chaque année depuis 2019, en marge des événements les plus incontournables du monde diplomatique, tels que l'Assemblée générale des Nations unies ou le Sommet de l'Union africaine, des soirées culturelles animées par des artistes du monde francophone, et réunissant les acteurs clés de la diplomatie et du multilatéralisme.

La première édition s'est tenue à New York en 2019, avec, à l'affiche, la chanteuse malienne de renommée internationale Oumou Sangaré, la deuxième soirée francophone à Addis-Abeba, en 2020, avec la star de la rumba congolaise Fally Ipupa. La 3^e édition a proposé en format inédit la présence sur la même scène de nombreux artistes francophones rwandais, reconnus et très actifs dans le milieu culturel. La toute dernière soirée francophone s'est tenue à New York, en marge de la 77^e Assemblée générale des Nations unies avec deux artistes issus du Luxembourg, Adrienne Haan et de Haïti, Hervé Coeur.

Les artistes présents lors de ces soirées culturelles, labellisées « Soirée francophone... En français s'il vous plaît », ont été parrainés, lors des deux premières éditions, par leurs pays respectifs, marquant l'énergie et le dynamisme de notre espace commun.

« CONVERSATION FRANCOPHONE » ET « FRANCOPHONIE, LE DIRECT »

La vidéo est un outil incontournable pour améliorer la visibilité d'une organisation. La pandémie de covid 19, avec ses restrictions sanitaires et la généralisation des mesures de distanciation physique, a fortement transformé les habitudes de consommation et de production numériques. En regroupant dans un même lieu et en un même temps des personnes de tout l'espace francophone, l'OIF dispose ainsi de nouveaux outils pour atteindre un large public. Consciente de ces opportunités et soucieuse de promouvoir son image et ses actions, l'OIF développe et réalise depuis deux ans deux nouveaux formats audiovisuels : « Conversation francophone » et « Francophonie, le direct ».

Encadrées par des professionnels et réalisées au siège de l'OIF ou en studio, les émissions « Conversation francophone » et « Francophonie, le direct » sont diffusées en direct sur les réseaux sociaux de l'organisation.

LES CONVERSATIONS FRANCOPHONES

Les Conversations francophones, lancées fin 2020, valorisent la discussion et les échanges spontanés autour d'une thématique engageante pour l'OIF, ses États et gouvernements membres, et pour les populations francophones. Elles offrent l'occasion aux panélistes (intervenants de haut niveau, entrepreneurs, experts, représentants d'organisations internationales, personnalités politiques, etc.), en présence et à distance, de prendre la parole aux côtés de la Secrétaire générale pour évoquer les enjeux du sujet abordé en lien avec l'actualité ou l'agenda de l'OIF. Les représentants des États et gouvernements, les acteurs de la Charte et de la Conférence des OING de la Francophonie sont également invités à suivre l'émission retransmise en direct via une plateforme de diffusion et, selon les thèmes,

sur les réseaux sociaux de l'OIF et des partenaires mobilisés pour l'occasion. Enfin, un temps d'échanges du type « questions-réponses » vient conclure l'émission. Ce format d'événement a été lancé en octobre 2020, avec une première édition (non retransmise sur les réseaux sociaux) dédiée à la question de la peine de mort. Cette première Conversation viendra ouvrir le processus participatif, consultatif et concerté impliquant les États et gouvernements membres.

Ainsi, à l'occasion des vingt ans de la Déclaration de Bamako, l'OIF a organisé, le 10 novembre 2020, une conférence virtuelle sur les questions relatives aux droits de l'Homme, aux libertés fondamentales et à la démocratie, en présence du Président de la République du Sénégal, M. Macky Sall et de la Secrétaire générale de la Francophonie, avec, comme intervenants : Mme Michèle Duvivier Pierre-Louis, ancienne Première ministre et présidente de la FOKAL (Haïti), M. Dominique Reynié, professeur à Sciences Po Paris, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique (France), M. Gilles Yabi, analyste politique, fondateur du think tank WATHI (Bénin), Mme Yosra Frawes, présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (Tunisie).

Le 21 janvier 2021 s'est tenue une Conversation francophone sur le thème : « Lutter contre les mariages précoces et les mariages forcés » avec la participation de Mme Djaili Amadou Amal, écrivaine et militante pour les droits des femmes (Cameroun), Mme Béatrice Lomeya Atilite, Ministre d'État chargée du Genre, de la Famille et de l'Enfant (République démocratique du Congo), M. Yvan Savy, directeur général de Plan international France, M. Imam Cissé Djigui, président de la Fondation Djigui, la grande espérance (Côte d'Ivoire) et Mme Diaryatou Bah, fondatrice de l'ONG Espoirs et combats de femmes (Guinée-France).

Le 11 mars 2021, l'OIF a organisé une rencontre sur le thème de l'accès équitable aux vaccins contre la covid 19. Cette Conversation francophone, qui s'est tenue au siège de l'OIF à Paris, a réuni le Directeur général de l'OMS, M. Tedros Adhanom Ghebreyesus, le Président de la Commission de l'Union africaine, M. Moussa Faki Mahamat, la Secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux Mme Chrysoula Zacharopoulou (alors Députée européenne) et Mme Caroline Quach-Thanh, médecin et Présidente du Comité sur l'immunisation à l'Institut national de santé publique du Québec. Ces personnalités se sont ainsi jointes à la Secrétaire générale pour porter un plaidoyer commun pour une solidarité réelle entre pays du Nord et du Sud — et en particulier entre l'Europe et l'Afrique — en faveur d'un accès équitable aux vaccins.

Le 29 juin 2021, quatrième Conversation francophone sur le thème « La Francophonie au service du développement économique ». Cette Conversation a réuni, aux côtés de la Secrétaire générale, M. Makhtar Diop, Directeur général de la Société financière internationale (SFI), Mme Isabelle Durrant, Secrétaire générale par intérim de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), M. Sok Chenda



Louise Mushikiwabo en compagnie de Marc-André Blanchard et Robert Brazza (Canal+ Afrique)

Sophea, Ministre délégué auprès du Premier ministre du Cambodge, Mme Aïssata Lam, Directrice générale de l'Agence de promotion des investissements de Mauritanie (APIM) et M. Marc-André Blanchard, premier vice-président et chef de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ).

Les industries culturelles et créatives, autre sujet d'importance pour la Francophonie, ont aussi eu leur Conversation francophone le 13 décembre 2021, en présence notamment de l'ancienne Ministre de la Culture française Mme Roselyne Bachelot, le chanteur M. Youssou Ndour, la Ministre de la Culture de Djibouti Mme Hibo Moumin Assoweh, ainsi que des opérateurs culturels.



« FRANCOPHONIE, LE DIRECT »

« Francophonie, le direct » est un format d'émissions réalisées à l'occasion de grands événements et/ou pour accompagner et valoriser le lancement d'initiatives portées par l'OIF. Sa réalisation est tournée vers le grand public, et une attention toute particulière est portée à l'animation et au divertissement avec la participation d'artistes, d'humoristes, de chroniqueurs, etc. Une large place est également donnée à l'interactivité, via notamment les réseaux sociaux. Enfin, chaque émission bénéficie de sa propre identité et d'un habillage sonore et visuel spécifique.

« Parole aux jeunes » : la première émission de ce format a été diffusée le 22 décembre 2019 pour la sortie du rapport de la consultation jeunesse « La Francophonie de l'avenir ». Ce grand rendez-vous, animé par la journaliste Diara Ndiaye et qui a vu la participation de la Secrétaire générale de la Francophonie, ainsi que de nombreux jeunes originaires de différents pays francophones a été l'occasion de célébrer

l'implication de la jeunesse pour construire la Francophonie de l'avenir tout en présentant ses grandes préoccupations et aspirations.

En janvier 2021, une émission est enregistrée depuis Dakar pour le lancement de la plateforme RELIEFH, le nouveau portail de la Francophonie dédié aux ressources éducatives libres sur l'égalité femmes-hommes.

Enfin, plus récemment, une émission spéciale « Femmes francophones, femmes résilientes », animée par la journaliste Kareen Guiock (M6) a été organisée à l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie 2021. De nombreux invités ont participé à cette émission, dont la militante féministe et femme de lettres camerounaise Djaili Amadou Amal.



LA FRANCOPHONIE À L'EXPOSITION UNIVERSELLE



Le DJ francophone originaire de Maurice, Willy William, interprétant « On est ensemble » à Dubai Expo 2020

Pour la première fois de son histoire et dans sa volonté de renforcer sa visibilité autour des grands rendez-vous mondiaux, la Francophonie a participé activement à l'exposition universelle de Dubai. Tout au long des six mois de l'exposition, l'OIF a pu organiser et prendre part à plus de dix événements, qui avaient pour aspiration de mettre en avant les actions francophones en matière d'entrepreneuriat, d'égalité femmes-hommes, de culture, de jeunesse et de numérique. Des activités qui ont mobilisé plus d'une vingtaine d'intervenants de haut niveau et d'artistes de l'espace francophone.

Cette participation de l'OIF a également permis de créer une dynamique exceptionnelle entre l'ensemble des pavillons et partenaires francophones présents, notamment grâce à l'expérience « Francophonica » installée dans dix pavillons d'États membres pour offrir aux visiteurs de l'exposition une activité participative et ludique avec la langue française. Des milliers de participations ont été enregistrées et ont permis de créer une musique inédite « On est ensemble », composée par le DJ francophone originaire de Maurice, Willy William.

La journée du 20 mars 2021 y a été célébrée à l'invitation des autorités émiriennes qui souhaitent également marquer leurs dix ans d'adhésion à l'OIF (en 2020, en même temps que le cinquantième). Cette célébration a permis une grande effervescence autour de la Francophonie institutionnelle et artistique auprès de nos États et gouvernements membres présents.



Une borne « Francophonica » au sein du pavillon de Madagascar



UNIVERSITÉ



UNIVERSITÉ



UNIVERSITÉ



UNIVERSITÉ



LES ACTEURS DE LA CHARTE DE LA FRANCOPHONIE



UNIVERSITÉ



UNIVERSITÉ



UNIVERSITÉ



L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE ET LES OPÉRATEURS

L'OIF met en œuvre la coopération multilatérale francophone aux côtés de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) et de quatre opérateurs : l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), TV5MONDE, l'Association internationale des maires francophones (AIMF) et l'Université Senghor à Alexandrie.



L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE (APF)

Statut	Assemblée consultative de la Francophonie Association de droit français
Date de création	1967
Siège	Paris, France
Membres	91 parlements et organisations interparlementaires
Responsables	Président en exercice : M. Francis DROUIN, député canadien Secrétaire général parlementaire a.i. : M. Bruno FUCHS, député français Secrétaire général administratif : M. Damien CESSÉLIN
Faits et activités emblématiques 2019-2022	<p>L'APF participe à la mise en place et au renforcement des institutions démocratiques dans l'espace francophone, par l'organisation de missions de bons offices et par la participation aux missions d'observation électorale de la Francophonie. Elle conduit également des actions de coopération au profit des parlementaires et des fonctionnaires parlementaires, principalement dans les parlements du Sud.</p> <p>Démocratie :</p> <ul style="list-style-type: none"> Accompagnement et soutien des parlementaires et des populations ; Suspension de facto de plusieurs sections parlementaires, consécutivement à des crises aiguës, tout en continuant de dialoguer avec les forces politiques ; Accord de partenariat entre l'APF et le Comité interparlementaire des pays du G5 Sahel (CIP G5 Sahel), signé en 2020 ; Prises de position publiques et espaces de plaidoyer aux parlementaires ukrainiens à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. <p>Jeunesse :</p> <ul style="list-style-type: none"> Tenue du Parlement francophone des jeunes (Albanie, juillet 2022) avec 60 jeunes de 30 pays ; Concertation en vue de la création d'un parlement régional des jeunes du G5 Sahel (décembre 2021). <p>Réseau des femmes parlementaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> Adoption d'une politique-cadre de lutte contre les violences faites aux femmes dans les parlements (juillet 2022). <p>Développement durable :</p> <ul style="list-style-type: none"> Séminaires sur les changements climatiques et les ODD en collaboration avec l'IFDD (négociations relatives à la mise en œuvre de l'Accord de Paris et à la préparation de la 27^e CdP). <p>Tribunes, activités et recommandations sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> Distribution universelle et équitable des vaccins contre la covid 19 ; Renforcement du multilinguisme dans les instances européennes ; Lutte contre la désinformation et les fausses nouvelles ; Réglementation du numérique. S'inscrivant dans le thème du XVIII^e Sommet de la Francophonie, l'APF a adopté un avis qui sera porté à l'attention des chefs d'État et de gouvernement.



AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE (AUF)

Statut	Opérateur de la Francophonie pour l'enseignement supérieur et la recherche depuis 1989 Association de droit québécois
Date de création	1961
Siège	Son siège social se trouve sur le campus de l'Université de Montréal, ses services centraux se répartissent entre Montréal et Paris et ses services régionaux sont situés dans dix régions administratives sur les cinq continents.
Membres	Près de 1 100 établissements d'enseignement supérieur et de recherche issus d'environ 120 pays
Responsables	Président : M. Sorin Mihai CIMPEANU Recteur : M. Slim KHALBOUS
Faits et activités emblématiques 2019-2022	<p>Lors des quatre dernières années, l'AUF a enclenché une nouvelle dynamique tant dans son fonctionnement que dans ses stratégies et ses actions.</p> <p>Renforcement de l'assise juridique de l'organisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> Réforme et modernisation des statuts de l'AUF (2021) ; Adoption de règlements intérieurs, avec ses chartes et les déclarations de conflits d'intérêts pour toutes les instances et organes consultatifs de l'AUF (2022). <p>Restructuration de la gouvernance organisationnelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> Adoption d'un nouvel organigramme global ; Renforcement des organes consultatifs (2022) ; Renouvellement des équipes et respect de la parité femmes-hommes. <p>Gestion de la crise pandémique de covid 19 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un plan spécial interne et externe (2020) ; Deux appels à projets (2020 et 2021) orientés solutions scientifiques et de recherche (une centaine de projets financés de 45 pays, pour un investissement total 2,3 millions d'euros). <p>Stratégie 2021-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Approche stratégique standard adaptée autour du concept identitaire fédérateur de « Francophonie scientifique », avec des valeurs affirmées et une stratégie interculturelle différenciée. L'AUF porte un projet de diplomatie scientifique francophone qui va aboutir à un manifeste cosigné par l'ensemble des ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans l'espace francophone mondial. <p>La stratégie s'articule autour de cinq leviers d'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> Transformation numérique et gouvernance universitaire ; employabilité et entrepreneuriat ; réseautage et coopération universitaire ; formation des formateurs et innovation pédagogique ; recherche et valorisation. <p>Extension mondiale et consolidation des implantations de proximité :</p> <ul style="list-style-type: none"> Campus numérique francophone, nouvelle génération (50), centre d'employabilité francophone (70), <i>fab labs</i> (10), labos multimédias, référents scientifiques, plateforme mondiale collaborative ; Création de l'Académie internationale de la Francophonie scientifique (Rabat, 2022). <p>Plans spéciaux de solidarité active de plus de 1 million d'euros chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> Plan AUF spécial Liban (2020) ; plan AUF spécial Haïti (2021) ; plan AUF spécial Ukraine (2022). <p>Semaine mondiale de la Francophonie scientifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1^{re} édition à Bucarest, Roumanie (21-24 septembre 2021) 2^e édition au Caire, Égypte (25-28 octobre 2022), avec un événement scientifique : les 2^{es} Assises sur l'Intelligence artificielle ; le 1^{er} Congrès de la jeunesse étudiante francophone et la 6^e Conférence ministérielle francophone avec les Ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la recherche.



TV5MONDE

Statut	Opérateur de la Francophonie depuis 1991
Date de création	1984
Siège	Paris, France
Membres	Six États et gouvernements (France, Suisse, Canada, Québec, Fédération Wallonie-Bruxelles et Monaco)
Responsables	Présidente du Conseil d'Administration : Mme Delphine ERNOTTE CUNCI Président-Directeur général : M. Yves BIGOT
Faits et activités emblématiques 2019-2022	<p>Première chaîne mondiale en français avec plus de 60 millions de téléspectateurs en audience cumulée hebdomadaire et 40 millions de vues par mois en moyenne de ses contenus numériques, elle est diffusée dans 198 pays dans le monde entier.</p> <p>La langue française et le plurilinguisme sont favorisés avec 13 langues de sous-titrage. Le dispositif numérique « Apprendre et enseigner le français avec TV5MONDE » offre aux enseignants et aux apprenants des outils d'apprentissage du français langue étrangère.</p> <p>Lancement de TV5MONDEplus</p> <ul style="list-style-type: none"> En 2020, le lancement de TV5MONDEplus marque un virage stratégique majeur en matière d'offre francophone à destination du plus grand nombre et affirme l'exposition et la « découvrabilité » gratuite de milliers d'heures de programmes francophones sur l'ensemble de la planète en adéquation avec les modes de consommation actuels. <p>Monaco devient membre</p> <ul style="list-style-type: none"> L'entrée au capital de TV5Monde de la Principauté de Monaco en 2022 constitue un événement majeur. Premier État bailleur à rejoindre TV5MONDE depuis plusieurs décennies, il en valide ainsi le modèle de développement et accroît de manière significative sa pérennité. <p>Plan stratégique 2021-2024</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Conseil d'Administration a adopté, début 2021, un nouveau plan stratégique pour la période 2021-2024 avalisé par les gouvernements partenaires en décembre 2020. Il fixe deux nouvelles orientations prioritaires : <ul style="list-style-type: none"> l'accroissement de la « découvrabilité » audiovisuelle francophone à travers TV5MONDEplus ; la sensibilisation des publics de la chaîne aux enjeux environnementaux.

#UNIVERSITÉSENGHOR
université internationale de langue française
au service du développement africain

UNIVERSITÉ SENGHOR
À ALEXANDRIE

Statut	Opérateur de la Francophonie depuis 1989 Organisation à vocation internationale reposant sur le statut d'une association internationale de droit belge et un accord de siège avec l'Égypte
Date de création	1989
Siège	Alexandrie, Égypte
Responsables	Président du Conseil d'Administration : Pr Hany HELAL Recteur : Pr Thierry VERDEL
Faits et activités emblématiques 2019-2022	<p>Université internationale de langue française au service du développement africain, l'Université Senghor d'Alexandrie offre également des formations délocalisées dans 12 autres pays au sein des Campus Senghor qui constituent un réseau de 23 institutions partenaires.</p> <p>Management et organisation : une transformation progressive</p> <ul style="list-style-type: none"> Plan stratégique 2018-2021 renouvelé en 2022 : recherche de l'impact de l'université et du niveau d'excellence des étudiants, inscription dans l'Agenda africain pour le développement et consolidation du statut d'université entrepreneuriale ; Continuité éducative à distance durant la pandémie de covid 19 ; Management par le numérique collaboratif (dès 2017) ; Nouvel organigramme, internationalisation des ressources humaines et amélioration du cadre de travail ; Début de la construction d'un nouveau campus à Borg El-Arab sur financement égyptien (possibilité de doubler les effectifs). <p>Formation et recherche : innovation et diversification</p> <ul style="list-style-type: none"> Création d'un Centre pour l'insertion professionnelle et l'innovation en Égypte en partenariat avec l'AUF ; Création d'une École doctorale interdisciplinaire en développement africain ; Nouveaux campus en Guinée (2019), au Cameroun (2022), à Madagascar (2022) et en RDC (2022) ; nouveaux partenaires au Maroc et au Sénégal ; Développement des offres de formation en ligne : partenariats avec l'OIF (CLOMs « Paix et sécurité en Afrique francophone », « L'économie bleue durable, la maritimisation et l'océan », « Égalité femmes-hommes »), l'AFD et l'ENA-Québec (certificats et diplômes universitaires) ; Organisation de la 1^{re} édition de la Classe diplomatique (75 jeunes diplomates de 34 pays).



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MAIRES FRANCOPHONES (AIMF)

Statut	Opérateur de la Francophonie depuis 1995 Association de droit français
Date de création	1979
Siège	Paris, France
Membres	L'AIMF compte 325 villes et associations de villes membres dans 54 pays, représentant plus de 160 millions d'habitants
Responsables	Présidente : Mme Anne HIDALGO, maire de Paris Vice-président, Secrétaire général : M. Robert MAMBE BEUGRE, ministre-gouverneur du district d'Abidjan Secrétaire permanent : M. Pierre BAILLET
Faits et activités emblématiques 2019-2022	L'AIMF est tout à la fois un forum de réflexion pour construire la gouvernance des villes, et l'espace de construction d'une solidarité concrète à travers la coopération décentralisée. Programmes de développement : <ul style="list-style-type: none">• Avec ses partenaires, l'AIMF finance des projets portés et mis en œuvre par les municipalités membres. Ces projets, qui bénéficient directement aux populations, portent sur des sujets aussi variés que le climat, l'économie sociale et circulaire, l'égalité femmes-hommes, l'eau et l'assainissement, la culture, le développement économique... Une méthode éprouvée : <ul style="list-style-type: none">• Mise en place des partenariats toujours plus aboutis avec les villes, mobilisant des partenaires internationaux toujours plus nombreux, comme avec la Fondation Bill et Mélinda Gates et l'Union européenne ;• Grâce à cette méthode de travail, l'activité de l'AIMF n'a pas subi les effets de la crise sanitaire. La mise en œuvre des projets s'est poursuivie et intensifiée pour soutenir les plans d'action des villes pour faire face à la covid 19. En 2020, un fonds exceptionnel de 2 millions d'euros a ainsi été mobilisé à leur profit en quelques semaines seulement. Engagements pour la période 2019-2022 : <ul style="list-style-type: none">• 1^{er} Sommet hybride à Tunis en décembre 2020, lors duquel a été adoptée la « Résolution des maires francophones à l'attention du Sommet des chefs d'État (de la Francophonie) sur le numérique » ;• À Kigali, en juillet 2021, les relations maire / société civile et la question de l'égalité ont été au cœur des travaux ;• Enfin, 2022 a été marquée par la tenue de la 1^{re} CdP des villes à Abidjan, concomitamment avec le Congrès annuel, témoignant de la volonté des villes d'avancer ensemble pour que leur voix porte toujours plus.

LES CONFÉRENCES MINISTÉRIELLES PERMANENTES

La Francophonie compte deux conférences ministérielles permanentes : la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (Confemen) et la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (Confejes).



CONFÉRENCE DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION DES ÉTATS ET GOUVERNEMENTS DE LA FRANCOPHONIE (CONFEMEN)

Statut	Conférence ministérielle permanente
Date de création	1960
Siège	Dakar, Sénégal
Membres	44 États et gouvernements
Responsables	Président en exercice : M. Chakib BENMOUSSA, ministre de l'Éducation du Maroc Secrétaire général : Pr Abdel Rahamane BABA-MOUSSA
Faits et activités emblématiques 2019-2022	La Confemen œuvre pour l'intégration des systèmes éducatifs dans le processus de développement. Le secrétariat technique permanent développe deux programmes opérationnels : le programme d'analyse des systèmes éducatifs (Pasec) créé en 1991 et le programme d'appui au changement et à la transformation de l'éducation (Pacte) créé en 2022, pour renforcer l'Observatoire de la qualité de l'éducation. Célébration des 60 ans et résilience face à la pandémie (2020) <ul style="list-style-type: none">• Activités autour du 60^e anniversaire ;• Engagement pour la continuité éducative en période de pandémie : réunions de partage d'expériences entre les ministres, lancement de la plateforme de ressources éducatives en ligne « ImagineEcole » dans 11 pays d'Afrique, rapport international PASEC2019 sur l'évaluation des acquis des élèves. Expertise en éducation : synergie d'actions <ul style="list-style-type: none">• Lancement avec l'OIF et l'AUF du projet KIX Afrique 21 ;• Rapports nationaux des 14 pays du PASEC2019 ;• Évaluation des acquis des élèves du programme ELAN ;• Participation à la coalition mondiale pour l'éducation ;• Évaluation des manuels scolaires dans six pays pilotes en partenariat avec l'UNESCO ;• Étude sur les PSE à l'épreuve de l'ODD4 dans 17 pays d'Afrique. Plan stratégique 2022-2026 <ul style="list-style-type: none">• 59^e session ministérielle à Rabat au Maroc en février 2022 : « Langue première et langue d'enseignement, quelle stratégie pour la réussite scolaire et le vivre ensemble au 21^e siècle ? » : adoption du plan stratégique ;• Vers la 3^e édition du PASEC2024 : suivi des acquis de 2014 et 2019, première évaluation au niveau collège ;• Lancement officiel de PACTE inscrit dans le processus international de la « transformation de l'éducation ».

 CONFÉRENCE DES MINISTRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA FRANCOPHONIE (CONFEJES)	
Statut	Conférence ministérielle permanente
Date de création	1969
Siège	Dakar, Sénégal
Membres	43 États et gouvernements
Responsables	Président en exercice : M. Wabou DRABO Secrétaire générale : Mme Louissette-Renée THOBI
Faits et activités emblématiques 2019-2022	<p>La Confejes œuvre pour la promotion de jeunesse, des sports et des loisirs au sein de l'espace francophone et mobilise les pays, les ressources et les énergies, afin de promouvoir la participation et l'insertion des jeunes au sein de la société.</p> <p>Le cinquantenaire de la Confejes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Célébration du cinquantenaire de la Confejes (2019), placée sous le thème : « Quel impact sur la jeunesse et le sport dans l'espace francophone ? ». <p>Jeunesse :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Mobilisation des conseils nationaux de jeunesse et des jeunes de l'espace francophone lors de la consultation jeunesse « La Francophonie de l'avenir » de l'OIF ; ● Collaboration avec l'OIF et l'Université Senghor pour la formation des 95 cadres en « Conception et pilotage de politiques publiques jeunesse » ; ● Financement de 381 projets porteurs d'emplois directs et indirects dans 15 pays dans le cadre du Programme de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes (PPEJ). <p>Sport :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Lancement du projet pilote Femme Sport Santé pour le développement du sport féminin et soutien à 27 projets dans 16 pays en 2020 et 2021 ; ● Assemblée générale du groupe de travail pour la promotion et la participation des femmes et des jeunes filles aux activités de jeunesse, de sports et de loisir (GTCF) en Côte d'Ivoire (juillet 2021) assortie d'une formation en « éducation à la paix et l'autonomisation socio-économique des femmes » en partenariat avec l'ISESCO.

LA CONFÉRENCE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES

Partenaire de la Francophonie, la société civile francophone est à la fois un relais de plaidoyer sur la scène internationale, un vecteur de mise en œuvre des programmes francophones sur le terrain, mais aussi un acteur à part entière dans la définition et la conduite d'initiatives au plus près des populations.

 	
Statut	Structure rassemblant les OING et les ONG accréditées auprès de la Francophonie
Date de création	1997
Membres	130 ONG et OING de l'espace francophone
Responsables	Présidente : Ndèye Marie FALL (2019-2022) puis Danièle TOULEMONT (depuis le 14 septembre 2022)
Faits et activités emblématiques 2019-2022	<p>Au cœur de son partenariat avec la société civile, l'OIF s'appuie sur la COING, créée en 1997. Aujourd'hui, ce sont au total 130 organisations internationales non gouvernementales (OING) et organisations non gouvernementales (ONG) qui sont accréditées auprès de la Francophonie.</p> <p>La COING a pour mandat de promouvoir le rôle majeur de la société civile au sein de la Francophonie et de transmettre, à travers sa présidence, des déclarations aux instances de la Francophonie et de déposer des contributions à l'instar du rapport « <i>La société civile au cœur de la planète, vision et perspectives dans l'espace francophone</i> » transmis à la CMF de Monaco (2019) et de la contribution de la COING à l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie en 2022 sur « <i>La Francophonie de l'Avenir</i> ».</p> <p>Conformément à la Charte de la Francophonie, la Secrétaire générale a convoqué l'Assemblée plénière de la COING, les 13 et 14 septembre 2022, en format hybride (membres du comité de suivi en présentiel au siège de l'OIF, les autres membres à distance). Cette Assemblée plénière était notamment consacrée au renouvellement des organes de la Conférence, à l'évaluation de la Déclaration finale de la Conférence des OING d'Erevan et à l'adoption d'une nouvelle Déclaration finale de la COING.</p>

ANNEXE

ACRONYMES ET SIGLES

AIMF	Association internationale des maires francophones
AGNU	Assemblée générale des Nations unies
ALESCO	Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences
APF	Agence parlementaire de la Francophonie
AUF	Agence universitaire de la Francophonie
AIPPF	Association internationale des procureurs et poursuivants francophones
APEFE	Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger
CCF	Commission de la condition de la femme
CC3PJ	Certificat en conception et pilotage des politiques publiques en faveur de la jeunesse
CDI	Center for Development and Integration
CdP	Conférence des Parties à la Convention des Nations unies sur les changements climatiques
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CIJF	Comité international des Jeux de la Francophonie
CGLU	Cités et gouvernements locaux unis
CLAC	Centres de lecture et d'animation culturelle
CLOM	Cours en ligne ouvert et massif
CMDT	Conférence mondiale des télécommunications
CMF	Conférence ministérielle de la Francophonie
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
CNUDCI	Commission des Nations unies pour le droit commercial international
CONFESJES	Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie
CONFEMEN	Conférence des Ministres de l'Éducation de la Francophonie
COVAX	Initiative pour un accès mondial aux vaccins contre la covid 19
CPCCAF	Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones
CPF	Conseil permanent de la Francophonie
CREF	Centres régionaux pour l'enseignement du français
CREFAP	Centre régional francophone d'Asie-Pacifique
CREFECO	Centre régional francophone d'Europe centrale et orientale
DAI	Direction de l'audit interne
DAPG	Direction des affaires politiques et de la gouvernance démocratique
DCOM	Direction de la communication
DDF	Dictionnaire des francophones
DFEN	Direction de la Francophonie économique et numérique
DLC	Direction de la langue française et de la diversité des cultures francophones
EAC	Communauté d'Afrique de l'Est
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
ELAN	École et langues nationales
ELFE	Espaces du livre francophone
EMI	Éducation aux médias et à l'information
EPU	Examen périodique universel
FFE	Fonds La Francophonie avec Elles
FGE	Forum Génération Égalité
FIPF	Fédération internationale des professeurs de français
Francoprev	Réseau francophone de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents pouvant conduire au terrorisme
FFA	Forum francophone des affaires
FIJ	Formation et insertion des jeunes

FJFNB	Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick
GAF	Groupes d'ambassadeurs francophones
IFADEM	Initiative francophone pour la formation des maîtres
IPE-UNESCO	Institut international de planification en éducation de l'UNESCO
HCDH	Commission nationale consultative des droits de l'Homme
IFEF	Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation
IFDD	Institut de la Francophonie pour le développement durable
IGC	International Gender Champions
INDH	Institution nationale des droits de l'Homme
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables
JEDA	Jeunes enseignants débutants en action
MASA	Marché des arts et du spectacle d'Abidjan
MEDEF	Mouvement des entreprises de France
MEF	Mission électorale de la Francophonie
MIC	Mission d'information et de contacts
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MMA	Micromodules d'apprentissage
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODIL	Plateforme des initiatives de lutte contre la désinformation
ODD	Objectifs de développement durable
OEACP	Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
OHADA	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OIT	Organisation internationale du travail
OING	Organisation non gouvernementale
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMP	Opération de maintien de la paix
ONU	Organisation des Nations unies
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
PASEC	Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la Confemem
PGI	Progiciel de gestion intégré
PME	Partenariat mondial pour l'éducation
PME	Petites et moyennes entreprises
REFFOP	Réseau d'expertise et de formation francophone pour les opérations de paix
REL	Ressources éducatives libres en ligne
RELIEFH	Ressources éducatives libres pour l'égalité femmes-hommes
REPEX	Représentations extérieures de l'OIF
RFMEN	Réseau francophone des Ministres de l'Économie numérique
RIAFPI	Réseau international des agences francophones pour la promotion des investissements
RIF	Réseaux institutionnels de la Francophonie
RJS	Radio Jeunesse Sahel
RNF	Réseau Normalisation et francophonie
SIC	Service des instances et des conférences
SNA	Société nationale de l'Acadie
SPRO	Service du protocole
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UEFH	Unité pour l'égalité femmes-hommes
UJSC	Unité jeunesse, sport et citoyenneté
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UTICA	Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat
ZLECAF	Zone de libre-échange continentale africaine

Remerciements

La Secrétaire générale remercie les agents de l'OIF ainsi que les acteurs de la Charte de la Francophonie pour leur contribution à ce rapport.

Ce rapport a été élaboré par le Cabinet de la Secrétaire générale et la Direction de la Communication.

Directeur de Cabinet : Hervé Barraquand
Directrice de la Communication : Oria K. Vande weghe

Édition : Direction de la Communication de la Francophonie (DCOM)
Graphisme et maquette : Gilbert Empeigne
Correction d'édition : Vérifaute

© Organisation internationale de la Francophonie
Paris, 2022, tous droits réservés.

ISBN : 978-92-9028-754-4

Imprimé en France en octobre 2022 par STIPA sur papier PEFC 10-31-1222 à l'aide d'encre végétale.



Née en 1970 à Niamey (Niger) de la volonté de 21 dirigeants des cinq continents unis par le partage de la langue française, la Francophonie institutionnelle, au lendemain de son Cinquantenaire, porte des plaidoyers et mène des actions autour d'enjeux stratégiques dans des domaines variés : de l'éducation au développement durable, en passant par la culture, la politique, l'économie ou le numérique. Elle prêche une attention particulière aux jeunes et à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce mouvement de solidarité qui transcende les frontières géographiques et les intérêts géopolitiques, fort des 88 États et gouvernements membres qui composent l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et des institutions et opérateurs de la Charte de la Francophonie, est animé par la Secrétaire générale de la Francophonie.

Louise Mushikiwabo a été élue à ce poste lors du XVII^e Sommet des Chefs d'État et de gouvernement, tenu à Erevan (Arménie) en octobre 2018 et elle a pris ses fonctions en janvier 2019. Elle conduit l'action politique de la Francophonie, dont elle est la porte-parole et la représentante officielle au niveau international.

54 ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES

Albanie • Principauté d'Andorre • Arménie • Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada-Nouveau-Brunswick • Canada-Québec • Centrafrique • Comores • Congo • République Démocratique du Congo • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • France • Gabon • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Laos • Liban • Luxembourg • Macédoine du Nord • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Monaco • Niger • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Fédération Wallonie-Bruxelles

7 MEMBRES ASSOCIÉS

Chypre • Émirats arabes unis • France–Nouvelle-Calédonie • Ghana • Kosovo • Qatar • Serbie

27 OBSERVATEURS

Argentine • Autriche • Bosnie-Herzégovine • Canada/Ontario • Corée du Sud • Costa Rica • Croatie • Dominicaine (République) • Estonie • Gambie • Géorgie • Hongrie • Irlande • Lettonie • Lituanie • Louisiane • Malte • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Slovaquie • Slovénie • tchèque (République) • Thaïlande • Ukraine • Uruguay

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris – France

Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00



@OIFrancophonie
www.francophonie.org

